



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

www.ei-ie.org

Mondes de

n° 38/Juliet 2011

l'Éducation



© Equal Education

Edition Congrès:

**Une éducation de qualité pour bâtir
l'avenir**

SOMMAIRE

ÉDUCATION

- 3 La nouvelle Stratégie de la Banque mondiale sur l'éducation 2020
- 4 Le Sommet international de New York sur la profession enseignante
- 6 Le Document de politique de l'IE sur l'éducation
- 8 Les séances en sous-groupes au Congrès de l'IE
- 9 La Campagne pour des services publics de qualité
- 10 Les réformes de l'éducation menées par les syndicats aux Etats-Unis
- 11 Le triomphe pour les enseignant(e)s au Guatemala
- 12 Equal Education – mobiliser des millions de personnes pour l'éducation
- 14 L'Éducation pour Tous en Suède

ÉGALITÉ

- 15 La Journée mondiale des enseignant(e)s 2011
- 16 Invitées: les lauréates des Prix de l'IE 2011
- 18 Les syndicats d'enseignants et l'éducation sensible au genre

DROITS HUMAINS

- 19 Apprendre les droits humains aux enfants
- 20 S'attaquer au travail des enfants
- 21 Les écoles doivent être des havres de paix

SOLIDARITÉ

- 22 Le foyer pour enfants HOKISA en Afrique du Sud
- 24 Le tremblement de terre en Nouvelle-Zélande: les enseignant(e)s aident à la reconstruction post-crise
- 26 Une coopération au développement fructueuse au Mali
- 27 Construire les capacités syndicales en Moldavie
- 28 Les enseignant(e)s confronté(e)s à de sérieux défis au Burundi
- 29 Développer les ressources pour les «enseignant(e)s formé(es) à l'étranger»
- 30 L'usage du téléphone portable en Afrique du Sud

31 CALENDRIER

Photo de couverture: De jeunes étudiant(e)s à KwaZulu-Natal, en Afrique du Sud, développent leurs capacités à diriger pour améliorer l'éducation.

Promouvoir des politiques adéquates pour relever nos défis

Par Susan Hoggood, Présidente, et Fred van Leeuwen, Secrétaire général

Le sixième Congrès mondial de l'IE nous offre l'opportunité de réfléchir à nos politiques et de les renouveler. Le Congrès est également l'occasion de découvrir la culture et le contexte de vie et de travail de certains de nos collègues.

Le Bureau exécutif a choisi l'Afrique du Sud comme pays-hôte pour ce Congrès car, de par son histoire, ce pays nous a enseigné de grandes leçons en matière de lutte pour la liberté et l'égalité des droits. Dotée d'une puissante société civile et riche de sa diversité ethnique et culturelle, la nation «arc-en-ciel» nous a montré que pour parvenir à une transformation sociale fructueuse, il est capital de concilier les préoccupations et les intérêts de l'ensemble de la communauté. L'extraordinaire leadership de Nelson Mandela couplé à son pouvoir rassembleur et à la confiance du peuple sud-africain en l'avenir ont permis à ce pays de relever ces défis. L'expérience sud-africaine est riche de nombreux enseignements dont d'autres pays confrontés à des défis similaires peuvent tirer profit.

Nous sommes rassemblés ici en tant qu'enseignant(e)s, personnels d'éducation et dirigeant(e)s syndicaux/ales afin de réitérer notre engagement en faveur de la justice sociale et d'une éducation pour tous (EPT) de qualité au moyen de la solidarité syndicale internationale.

Les membres de l'IE ont élaboré un Document de politique sur l'éducation qui sera présenté au Congrès pour adoption. Ce document répertorie l'ensemble des politiques définissant l'éducation pour tous et promouvant le respect du rôle et des responsabilités professionnels des enseignant(e)s. Dans le contexte de la crise financière, le Document de politique stipule que le développement d'une éducation de qualité doit être fondé sur les meilleures pratiques identifiées, sur l'expérience professionnelle ainsi que sur des recherches éducatives convaincantes. Le développement de politiques éducatives et économiques au niveau national est largement soumis à l'influence d'organisations intergouvernementales et d'institutions financières internationales. Nos syndicats doivent évoluer et se réinventer afin de faire face aux challenges posés par un environnement social et professionnel en pleine mutation. C'est pourquoi le thème du Congrès de l'IE est «Une éducation de qualité pour bâtir l'avenir», l'éducation représentant un droit humain fondamental qui autonomise les individus et impulse le changement social. Seules les personnes éduquées sont capables de parcourir le «long chemin vers la liberté». ■

ÉDUCATION

Stratégie sur l'éducation 2020 de la Banque mondiale

Par Dennis Sinyolo, Internationale de l'Éducation

La Banque mondiale a publié, en avril 2011, une nouvelle stratégie en matière d'éducation axée sur l'Apprentissage pour Tous. La Banque promouvra les réformes éducatives et la recherche afin de réaliser ce programme au cours des dix prochaines années. Il est ainsi impératif que les syndicats d'enseignants et les autres acteurs du secteur de l'éducation accordent une attention toute particulière à la nouvelle stratégie et se préparent à l'avenir.

De l'Éducation pour Tous à l'Apprentissage pour Tous

La nouvelle stratégie en matière d'éducation ne met plus l'accent sur l'Éducation pour Tous mais sur l'Apprentissage pour Tous et risque de réduire le concept de l'éducation à une démarche visant à préparer les apprenant(e)s à obtenir des résultats élevés aux examens. La Banque soutient que les efforts précédents se sont concentrés sur la scolarité (moyens et achèvement de la scolarité), plutôt que sur l'apprentissage, et que, dans ces conditions, de nombreux enfants quittent l'école sans acquérir les compétences nécessaires. Bien que l'observation de la Banque puisse être correcte, sa stratégie n'explique pas les raisons ou les facteurs contextuels des «mauvais résultats en matière d'apprentissage». La recherche souligne plusieurs facteurs qui entravent la réalisation de l'éducation de qualité, tels que le nombre élevé d'élèves par classe, le recrutement d'enseignant(e)s non qualifiés, le manque de ressources scolaires de base et les bas salaires.

Redéfinition des systèmes éducatifs

La stratégie de la Banque établit une nouvelle définition de l'éducation, englobant «toutes les opportunités d'apprentissage dans une société

donnée, dans ou en dehors des institutions éducatives formelles». La nouvelle stratégie renforce également le rôle des partenariats public-privé et la responsabilité. Bien que le principe d'une approche inclusive ou systémique puisse s'avérer efficace pour améliorer la qualité, l'éducation et son financement devraient rester le rôle premier de l'État. En tant que service public et droit fondamental de chaque enfant, jeune et adulte, l'enseignement ne peut être laissé entre les mains des prestataires privés, dont bon nombre sont des organisations à but lucratif; il ne saurait non plus être laissé à la charge des communautés pauvres qui n'ont pas nécessairement les moyens de construire et de maintenir des écoles de qualité ou d'offrir un salaire décent aux enseignant(e)s.

Accent sur les résultats et les résultats d'apprentissage

L'intention de la Banque d'améliorer l'apprentissage en se concentrant sur les résultats peut être préjudiciable aux systèmes éducatifs des pays bénéficiaires. Le fait de mettre un accent excessif sur les résultats et les résultats d'apprentissage risque de limiter les programmes scolaires et d'aboutir à des mesures et des résultats «superficiels» en matière de qualité.

Les tests standardisés et la publication de classements qui accompagnent



Flickr via la photothèque de la Banque mondiale

Le Président de la Banque mondiale, Robert Zoellick

généralement les mesures axées sur les résultats se concentrent sur les compétences cognitives quantifiables d'un niveau inférieur et ignorent les compétences qualitatives d'un niveau plus élevé qui sont difficiles à mesurer ou à tester. L'éducation ne devrait pas être soumise à la concurrence. La concurrence est synonyme de gagnant(e)s et de perdant(e)s. En revanche, dans l'éducation, chaque apprenant(e) doit être gagnant(e).

Conclusion

Seul l'avenir dira si la nouvelle stratégie de la Banque mondiale aura pour effet de renforcer les systèmes éducatifs des pays en développement. Toutefois, la nouvelle stratégie présente de nombreux écueils potentiels qui risquent de compromettre la mise en place d'une éducation inclusive et de qualité dans de nombreux pays bénéficiaires et dans d'autres pays. ■

info

Pour lire la Stratégie sur l'éducation 2020 de la Banque mondiale, veuillez vous rendre sur:
<http://go.ei-ie.org/wb>

ÉDUCATION

Un Sommet décisif: le Sommet international sur la profession enseignante

Par John Bangs, Consultant spécial auprès du Secrétaire général de l'IE

La réunion tenue par les ministres et dirigeant(e)s des syndicats d'enseignants de 16 pays à New York les 16 et 17 mars dernier, afin de débattre de l'avenir de la profession enseignante dans le monde, était un événement à caractère unique et remarquable. Le Sommet international sur la profession enseignante a été organisé conjointement par le Département d'Etat américain de l'Education, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'IE.

Il convient de souligner que l'IE s'est vue confier une part égale dans l'organisation de l'événement; en effet, la fédération internationale des syndicats d'enseignants s'associait ici pour la première fois aux instances gouvernementales afin d'organiser conjointement une conférence sur l'avenir de la profession enseignante.

Les préparatifs du Sommet ont clairement mis en évidence l'interdépendance des décisions stratégiques prises par le Département d'Etat américain de l'Education et les syndicats américains de l'Education (NEA et AFT). En effet, les deux syndicats n'ont eu de cesse d'affirmer qu'ils n'œuvraient pas uniquement pour défendre les négociations annuelles sur les salaires et les conditions de travail.

Les deux syndicats œuvrent pour le développement professionnel de leurs membres et il n'est guère surprenant donc de noter que le Secrétaire d'Etat américain à l'Education Arne Duncan, qui partage les mêmes principes de professionnalisme, appuie l'organisation d'un Sommet aux Etats-Unis.

Des syndicats d'enseignants forts

Deux autres facteurs ont conféré à ce Sommet une dimension particulière. Tout d'abord l'approche affichée par la NEA et l'AFT en matière d'éducation, qui présente un caractère international marqué. Ils sont affiliés à l'IE et assument des rôles de premier plan dans le soutien aux enseignant(e)s et aux projets de développement à

travers le globe. Le second facteur se rapporte aux tentatives initiées par les administrations républicaines de plusieurs états, à l'instar du Wisconsin, afin de priver de toute reconnaissance les syndicats du secteur public - dont les plus importants sont la NEA et l'AFT. Dans ce contexte, il y a lieu de souligner l'importance de la décision prise par M. Duncan d'organiser un Sommet conjointement avec les syndicats d'enseignants. Il a en outre rédigé un article d'opinion aux côtés d'Angel Gurría de l'OCDE et Fred Van Leeuwen de l'IE, dans lequel il affirme clairement sa position sur la question des syndicats: «Certains pensent que les syndicats d'enseignants peuvent entraver le processus de réforme, mais un tour d'horizon de la situation internationale nous dépeint un tout autre tableau. Une grande partie des nations les plus performantes au monde jouissent de syndicats d'enseignants puissants qui travaillent main dans la main avec les pouvoirs publics locaux et nationaux pour encourager la réussite des étudiant(e)s.»

L'engagement chinois

Outre la présence de l'administration américaine au Sommet, il est important également de noter la participation de 15 autres pays. Si la Chine ne reconnaît pas les syndicats indépendants, elle a néanmoins choisi de prendre part à l'événement, laissant peut-être entrevoir une nouvelle ouverture.



Fred van Leeuwen intervient au cours du Sommet



Les ministres de l'Éducation et les dirigeant(e)s syndicaux/ales se réunissent à New York, aux États-Unis

Les co-organisateurs/trices ont par ailleurs contribué au document de fond de l'OCDE «Bâtir une profession enseignante de haute qualité: leçons internationales». Ledit document présente de fascinantes conclusions au sujet de l'éducation et il soutient qu'une politique efficace à l'égard des enseignant(e)s permet de développer des systèmes éducatifs d'excellence tout en reconnaissant qu'une «réforme scolaire ne fonctionnera que si elle bénéficie d'un soutien ascendant». L'une des conclusions tirées soulignait avec une extrême pertinence que «si l'on affirme couramment que les systèmes éducatifs les plus performants recrutent tous leurs enseignants parmi le meilleur tiers des promotions d'élèves diplômés, cette affirmation n'a toutefois pas été prouvée». Et le document poursuit: «Une réforme réussie ne peut attendre une nouvelle génération d'enseignants; il faut investir dans l'effectif actuel d'enseignants, assurer un développement professionnel de qualité, des structures de carrière adéquates et la diversification et amener les enseignants à soutenir la réforme».

L'ordre du jour du Sommet reflétait les quatre axes suivis par le document, à savoir: recrutement et formation initiale des enseignant(e)s; développement professionnel, soutien, évolution de carrière et conditions de travail; évaluation des enseignant(e)s et compensation; et enfin engagement

des enseignant(e)s dans les réformes éducatives.

Elever le niveau du débat

Le Sommet présentait un caractère exceptionnel. Tous les représentant(e)s de gouvernements et de syndicats d'enseignants ont largement contribué à son succès. Le document de fond a été examiné et chaque section se clôturait sur une série de réflexions. L'australien Tony Mackay a facilité les échanges ultérieurs. Pour reprendre les propos de Fred Van Leeuwen: «Nous avons un intérêt commun à élever le niveau des débats. Les débats nationaux soulèvent de réelles questions, notamment en cette période où les différentes économies mondiales se redressent inégalement au sortir de la crise financière mondiale. À une époque placée sous le signe des réductions, il est d'autant plus important de cibler la rétention et le soutien des enseignant(e)s.»

Les pays qui avaient été invités à lancer la discussion ont facilité le débat en échangeant des points de vue sur divers sujets. Ainsi, la Ministre finlandaise a-t-elle mis en exergue les connaissances, les compétences et l'engagement des enseignant(e)s de son pays. Cette contribution est d'autant plus étonnante que la Ministre appartient au parti conservateur de son gouvernement de coalition. Elle est venue compléter la contribution du

Ministre de Hong Kong qui a souligné la relation organique entre évaluation et développement des enseignants. Un débat animé a également pris place au sujet du suivi de la performance fondée sur les résultats à des tests, ainsi que de l'évaluation et la compensation des enseignant(e)s.

Le sommet à venir

La Présidente de l'IE Susan Hopgood a clôturé le Sommet en convoquant un forum mondial sur les politiques à l'égard des enseignant(e)s. Le Secrétaire d'Etat M. Duncan a convenu d'organiser un autre Sommet en 2012 et le gouvernement néerlandais entrevoit l'organisation d'un événement similaire en 2013.

Il s'agit du premier Sommet de ce genre et le consensus qui en a résulté au sujet de l'importance des politiques concernant les enseignants a démontré le caractère décisif de cette démarche. Toutes les discussions se fondaient finalement sur l'aphorisme de McKinsey, pour qui la qualité d'un système scolaire dépend de la qualité de ses enseignant(e)s. ■

info

Pour en apprendre plus sur le Sommet, veuillez aller à:

<http://go.ei-ie.org/7>

ÉDUCATION

Document de politique sur l'éducation de l'IE

Par John Bangs, Consultant spécial auprès du Secrétaire général de l'IE

Il est très surprenant de constater, à la lecture du préambule du document «Une éducation de qualité pour bâtir l'avenir», que l'Internationale de l'Éducation n'existe seulement que depuis 18 ans. Qu'elle soit devenue la principale organisation mondiale d'enseignants, représentant 30 millions d'employé(e)s de l'éducation par le biais de 396 syndicats affiliés répartis dans 171 pays, en si peu de temps est véritablement miraculeux.

Les cinq Congrès mondiaux de l'IE et la multitude de réunions organisés au cours de ces 18 années ont été indispensables pour permettre aux syndicats d'enseignants des quatre coins du monde de mieux se connaître et de s'informer de la nature de leurs systèmes éducatifs. Ils ont surtout permis de reconnaître les valeurs et les convictions communes de nos membres sur l'avenir de l'éducation. Le premier Document de politique sur l'éducation de l'IE, qui sera soumis pour adoption lors du sixième Congrès mondial en Afrique du Sud, est une synthèse de ces discussions approfondies et continues. Le document repose sur des propositions cohérentes, bien argumentées et inspirées de données factuelles. En résumé, ce document est à la pointe du débat éducatif mondial et couvre des sujets allant de la qualité des enseignant(e)s à l'évaluation des écoles.

Effets de la privatisation

Le premier thème est la reconnaissance que l'éducation de qualité est essentielle à l'avenir de sociétés saines et démocratiques. Il s'agit d'un «bien à part entière». La première critique du document à l'égard des politiques orientées vers le marché de certains gouvernements porte à la fois sur l'impact négatif des entreprises privées qui s'approprient le financement de l'enseignement

public afin de réaliser des bénéfices et sur les répercussions néfastes de la privatisation sur le caractère même de l'éducation. Le document souligne que le besoin de résultats simples et mesurables, tels que les classements d'établissements scolaires reposant sur les résultats d'examens est une conséquence directe de la tendance à la marchandisation. Une telle approche donne lieu à une érosion des programmes scolaires plus vastes qui sont si importants afin d'aider les enfants à comprendre la contribution des valeurs sociales inclusives dans une société prospère. L'existence de cette approche est appuyée par la recherche de l'IE, l'un des travaux les plus remarquables étant l'étude mondiale «Privatisation déguisée» réalisée par les chercheurs de premier plan Stephen Ball et Deborah Youdell.

Des enseignant(e)s qualifié(e)s pour une éducation de qualité

Bien que le Document de politique traite du maintien du service public de l'éducation, il met principalement l'accent sur les enseignant(e)s eux-mêmes: leur confiance, leurs compétences et connaissances. Le document porte sur ce qui est en train de devenir le développement d'une politique relative aux enseignant(e)s – thème auquel l'IE a contribué à travers le document qu'elle a rédigé pour le Sommet international sur la profession

enseignante qui a eu lieu à New York en mars dernier.

L'importance de l'éducation de qualité assurée par des enseignant(e)s qualifié(e)s est un thème clé du document. Il souligne que les enseignant(e)s doivent être soutenus par une recherche éducative crédible et des normes professionnelles qui doivent être établies avec la pleine participation de la profession enseignante. Le document met en garde contre l'impact négatif de l'évaluation à enjeux élevés des étudiant(e)s, des enseignant(e)s, des institutions ou du système lui-même. Il indique au contraire que l'évaluation des enseignant(e)s doit reposer sur la confiance et donner lieu à un type de développement professionnel qu'ils/elles peuvent s'approprier et auquel ils/elles peuvent faire confiance.

Le Bureau de l'Institut de recherche de l'IE a chargé le Professeur de l'Université de Cambridge John MacBeath de réaliser une étude sur la profession enseignante au 21^e siècle qui contribuera à la rédaction par l'IE du document de politique.

L'importance du leadership professionnel est un autre thème central du document. Il indique que le leadership pédagogique nécessite une formation et un soutien approfondis. Le rôle vital de l'enseignement supérieur est également souligné.



© Reporters

Garantir une éducation inclusive

Le document aborde également la lutte en faveur de l'éducation inclusive. De nombreux affiliés de l'IE travaillent dans des écoles sous-financées où la discrimination fondée sur le genre, la pauvreté et les besoins éducatifs spéciaux compromettent les tâches quotidiennes indispensables afin d'assurer une éducation de qualité. Le document politique appelle à un «système de financement et de gouvernance de l'agenda Education pour Tous fondamentalement différent et plus inclusif». La proposition quantifie également le financement approprié. Il appelle les gouvernements à consacrer au moins 6% de leur produit national brut à l'éducation. Il souligne également que les droits d'inscription à l'université ne devraient pas dépasser 20% des coûts de la formation et devraient s'accompagner de subventions et de bourses pour les étudiant(e)s défavorisé(e)s sur le plan économique, au cas où le financement de l'enseignement supérieur ne répondrait pas à l'idéal de gratuité.

Enseigner: une profession

La description détaillée de la vision de l'IE de l'enseignement en tant que profession constitue un élément central du document politique. Elle plaide pour que chaque gouvernement cherche

«à s'accorder avec les stratégies des syndicats d'enseignants en vue du développement de la profession enseignante». Une façon d'y parvenir consiste à définir «une série de normes, de conditions et de droits professionnels et une déontologie» «semblables aux normes professionnelles et éthiques» d'autres groupes similaires. Cette approche est indispensable pour «renforcer l'autonomie professionnelle et de la confiance en eux/elles des enseignant(e)s dans leurs jugements professionnels et pédagogiques» et s'attaquer au fléau de l'insécurité de l'emploi qui affecte les jeunes enseignant(e)s en particulier.

Le document reconnaît que certains pays ont mis en place des conseils professionnels des enseignant(e)s mais avertit que de tels conseils doivent être soutenus par la profession enseignante et par les syndicats – avertissement ignoré par certains gouvernements, notamment en Angleterre où un conseil pédagogique a été créé mais impopulaire auprès des enseignant(e)s.

Besoin du dialogue social

Une recommandation clé du document concerne également l'importance du dialogue social garantissant la participation, d'égal à égal, des syndicats, des employeurs/euses et des gouvernements. Cette méthode de collaboration explique en partie

pourquoi le parrainage conjoint du Sommet de New York sur la profession enseignante par l'IE, la NEA et l'AFT, ainsi que l'OCDE et le Département de l'Education des Etats-Unis, a été aussi fructueux.

L'engagement à aider les pays en développement à recevoir l'aide dont ils ont besoin afin d'établir un système éducatif prospère est manifeste dans l'ensemble du document. Les gouvernements comme les organisations de la société civile, telle que la Campagne mondiale pour l'éducation dans laquelle l'IE joue un rôle clé, sont essentiels afin de renforcer cette capacité.

Le document «Une éducation de qualité pour bâtir l'avenir» présente des résolutions détaillées et mûrement réfléchies qui abordent un éventail de problèmes auxquels est confrontée la communauté éducative à travers le monde. Il propose une feuille de route pour l'avenir de la profession enseignante et ce faisant, crée un avenir meilleur pour les enfants et les jeunes à travers le monde. ■

info

Pour lire de projet de document politique sur l'éducation de l'IE, allez à :
<http://go.ei-ie.org/educationpolicypaperfr>

ÉDUCATION

Séances en sous-groupes du Congrès: Une éducation de qualité pour bâtir l'avenir

Par Claude Carroué, Internationale de l'Éducation

Lors du sixième Congrès mondial de l'IE au Cap, plusieurs séances en sous-groupes seront organisées à l'attention des participant(e)s qui souhaitent débattre des questions relatives au thème du Congrès, «Une éducation de qualité pour bâtir l'avenir».



Internationale de l'Éducation
6^e Congrès Mondial

Ces huit séances permettront aux participant(e)s de partager leurs idées et leurs expériences sur de nombreuses questions politiques. Les résultats et recommandations de ces séances seront réunis dans un rapport qui sera présenté au nouveau Bureau exécutif de l'IE, à l'issue du Congrès.

La première séance abordera la mise en œuvre de la politique de l'IE sur l'éducation. Les participant(e)s pourront débattre des différentes façons de la mettre en œuvre aux niveaux régional, national et international, ainsi que des politiques de changements en matière d'éducation adoptées par les organisations intergouvernementales et par les gouvernements.

La deuxième séance tentera de déterminer si les établissements scolaires inclusifs sont une vraie possibilité ou un rêve. Les participant(e)s partageront leurs connaissances et leurs expériences en matière d'organisation des écoles, de contenu des programmes, de langue d'enseignement et de formation des enseignant(e)s. Ils débattront également du rôle des comportements et des actions des enseignant(e)s, communautés scolaires et organisations les représentant, en vue de promouvoir une éducation inclusive.

Lors de la troisième séance, les participant(e)s aborderont les différentes façons pour les syndicats d'enseignants

de s'organiser, de recruter, négocier, promouvoir et faire campagne tous ensemble en vue d'améliorer la représentativité de la profession enseignante. Ils tenteront également de trouver différentes façons d'accroître la visibilité des syndicats, ainsi que l'efficacité de leur participation au dialogue social.

La quatrième séance s'axera sur le financement futur de l'éducation. Elle visera à voir au-delà de la crise économique et analyser l'organisation et le financement futurs de l'éducation. Les participant(e)s se pencheront sur l'impact de la crise économique mondiale et ses conséquences sur l'éducation.

La cinquième séance a été intitulée Pour un enseignement de qualité: Affronter le défi de la déprofessionnalisation. Elle sera menée par des affiliés de l'IE britanniques et américains et se penchera sur les problèmes qui surviennent lorsque le professionnalisme des enseignant(e)s est sous-estimé. Elle abordera également les problèmes liés à la pénurie d'enseignant(e)s qualifié(e)s et au manque de formation spécifique dispensée aux enseignant(e)s pour les préparer à leur travail.

La sixième séance abordera les écoles inclusives au cœur de la communauté. Elle entendra identifier les moyens de surmonter les obstacles structurels,

politiques et culturels que doivent affronter les communautés scolaires dans leurs efforts pour réaliser une Education pour Tous (EPT) inclusive.

La septième séance s'axera sur la mise en place de partenariats efficaces pour une éducation de qualité. Elle analysera aussi le rôle de la recherche indépendante dans la mise en place de partenariats plus efficaces et dans l'influence des syndicats d'enseignants sur les décisions politiques au niveau international.

Les participant(e)s à la huitième séance débattront de la façon dont l'éducation devrait être intégrée aux plans de relance dans les pays touchés par la crise économique mondiale, en prenant en compte les perspectives de différents secteurs de l'éducation, ainsi que les positions des politiques de l'IE au regard de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'EPT.

Toutes ces séances en sous-groupes se dérouleront au Cape Town International Congress Centre, le dimanche 24 juillet. ■

GROUPEMENT «GLOBAL UNIONS»

La campagne Services publics de qualité défend les organisations civiles

Par Althea Lyness, Internationale de l'Éducation

L'unité et la coopération constituent des éléments clés de toute réforme: les syndicats en sont la preuve même. Si l'affiliation officielle à un syndicat constitue un mode de collaboration pour les experts d'un domaine, il existe néanmoins d'autres initiatives prônant les mêmes principes d'unité.

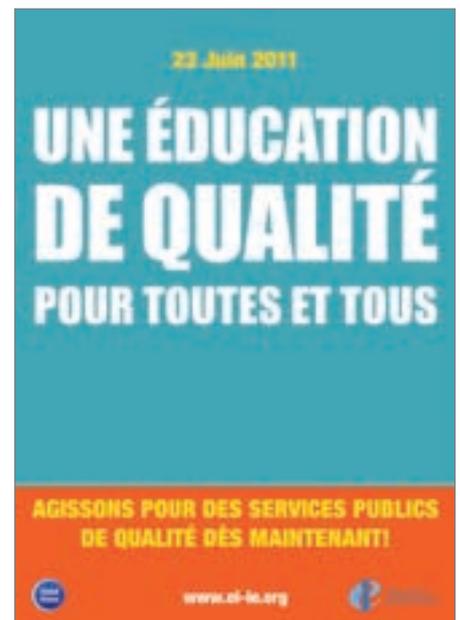
La campagne Services publics de qualité – Passons à l'action! est un mouvement mené par les syndicats, qui aide les employé(e)s du secteur public à défendre leur capacité à accomplir leur travail. Cette Campagne repose sur le fait que des services publics de haute qualité et accessibles, notamment l'éducation et la santé, sont au cœur d'une société stable.

Il est fondamental de collaborer et de communiquer avec d'autres organisations. En effet, le partage des connaissances permet de générer des idées plus bénéfiques et de meilleure qualité. Cependant, dans le contexte actuel de crise économique, la collaboration est d'autant plus vitale. Les organisations publiques du monde entier ont souffert de licenciements et de restrictions budgétaires. Bien qu'il faille faire des sacrifices en période difficile, l'importance sociétale du secteur public requiert que les composantes essentielles d'une société publique de qualité ne soient pas compromises. La campagne Services

publics de qualité reconnaît ce fait et propose ainsi aux participant(e)s des ressources leur permettant de promouvoir leur profession dans ce monde en pleine évolution.

La campagne Services publics de qualité promeut cette cause par le biais de l'approche de meilleures pratiques. Les participant(e)s peuvent ainsi échanger leurs solutions ou partager leurs recherches. Elle aide également ceux/celles-ci à soutenir activement leur cause en leur présentant les principaux contacts, stratégies et influences politiques. Même si les syndicats représentent les principaux/ales participant(e)s à cette Campagne, il est nécessaire de promouvoir la participation des organisations publiques et des gouvernements afin d'entretenir une assise plus solide et de plus larges ressources. Cette campagne vise à changer les choses par le biais de mouvements au niveau local, mais offre également un forum mondial permettant d'organiser les débats. En outre, elle fournit des informations concises expliquant dans quelle mesure cette cause est essentielle au bien-être de chacun(e), dans le monde entier, et expose en détails les avantages du service public sous tous les aspects de la société, à savoir l'égalité, l'économie, la sécurité et le climat.

La campagne Services publics de qualité – Passons à l'action! a été lancée par le Conseil des Syndicats mondiaux



et repose sur la Charte de Genève, un document décrivant dans quelle mesure les services publics sont nécessaires et les facteurs qui en font des services de haute qualité.

Cette campagne a été lancée le 23 juin, lors de la Journée mondiale des Services publics, date à laquelle les syndicats, les organisations du service public et les gouvernements locaux ont été invités à unir leurs forces et leurs projets. ■



info

Pour en apprendre plus sur la campagne, veuillez vous rendre sur:
www.qpsactionnow.org

ÉDUCATION

Réformes de l'éducation menées par les syndicats aux Etats-Unis

Par Steve Snider et Leona Hiraoka, *National Education Association* (Etats-Unis)

Malgré une vague d'actions anti-syndicales menées par des décideurs/euses politiques à travers les Etats-Unis, la réforme de l'éducation entreprise par les syndicats n'a jamais été aussi forte. Etat après Etat, les syndicats montrent la voie à suivre et ce, non seulement au regard de la réforme politique en matière d'éducation, mais également en matière de réduction de l'écart de réussite et d'augmentation du taux de réussite dans les écoles moins performantes, qualifiées d'«écoles prioritaires» par la National Education Association (NEA).

Dans l'Illinois, trois syndicats représentant plus de 230.000 travailleurs/euses de l'éducation, à savoir l'Illinois Education Association, l'Illinois Federation of Teachers et le Chicago Teachers' Union, ont rédigé une proposition conjointe visant à élever les normes professionnelles tout en assurant des normes d'embauche et d'évaluation équitables.

Dennis Van Roekel, Président de la NEA, qui avait exhorté ses membres à «rompre le status quo» pour le bien éducatif des étudiants, a fait l'éloge de la collaboration entre les syndicats et les autres organisations visant à «veiller à ce que les éducateurs/trices expérimenté(e)s soient respecté(e)s et puissent participer à la prise de décisions de la même façon qu'ils/elles accomplissent leur travail, à savoir en veillant à la réussite des étudiant(e)s».

Selon la Présidente de l'American Federation of Teachers (AFT), Randi Weingarten, «ce processus sérieux et inclusif visant à façonner cette législation, dans laquelle les politiques partisanes ont été reléguées au second plan au profit des meilleurs intérêts des enfants, se démarque nettement de la législation anti-syndicale et idéologique se manifestant dans d'autres Etats».

Malgré les attaques persistentes contre les droits des travailleurs/euses dans de nombreux Etats, les syndicalistes éducateurs/trices prouvent que la négociation collective et le changement



© Isaac Brekken/NEA

Des enseignant(e)s de qualité accroissent la performance des étudiant(s)

basé sur des accords sont très utiles aux étudiant(e)s comme aux communautés, et améliorent ainsi les résultats des élèves et le professionnalisme des éducateurs/trices.

Au sud de l'Indiana, le long de la rivière Ohio, la Evansville Teachers' Association et la municipalité ont, ensemble, élaboré un plan visant à améliorer le développement professionnel et accroître le temps d'enseignement, et également mis en place d'autres innovations visant à impliquer davantage la communauté au sein des écoles. Dans cette municipalité, on observe un taux élevé de réussite, ainsi qu'une forte augmentation du nombre de diplômé(e)s.

Même si leurs droits fondamentaux à la négociation collective font face

à des attaques sans précédent, les éducateurs/trices américain(e)s continuent de développer des réformes visant à offrir une éducation de qualité à chaque étudiant.

Ce printemps, le Fonds américain pour l'éducation sur les droits au travail a sorti un rapport soulignant les forts partenariats travailleurs/euses-direction entre les syndicats d'enseignants et les administrations à travers les Etats-Unis. Le rapport a conclu que des «partenariats travailleurs/euses-direction bénéficient pas simplement pour les écoles et les étudiant(e)s, mais aussi pour les familles et les communautés.»

Dennis Van Roekel a précisé: «Les partenariats entre écoles, académies scolaires et éducateurs/trices peuvent sembler surprenants aux nombreuses personnes confrontées aux attaques récurrentes contre les syndicats. Mais communauté après communauté, la négociation collective et les autres formes de collaboration transforment l'enseignement public.» ■

info

Pour plus d'informations sur les réformes menées par les syndicats:

www.neaprioritieschools.org

www.americanrightsatwork.org

ÉDUCATION

Triomphe pour les enseignant(e)s au Guatemala

Par Mar Candela, Internationale de l'Éducation

«La liberté se conquiert minute après minute et doit être défendue bec et ongles avec des rêves.»

– Luis Cardoza y Aragón, poète

Le 14 avril, le gouvernement d'Álvaro Colom et le Sindicato de Trabajadores de la Educación de Guatemala (STEG) ont signé un accord mettant fin à des semaines de grève pendant lesquelles les écoles étaient fermées, les enseignant(e)s occupaient des bâtiments publics et les routes principales étaient bloquées dans les régions proches d'El Salvador, du Honduras et du Mexique.

L'accord collectif s'attarde sur 16 points défendus avec succès par le STEG et essentiels pour un enseignement public de qualité au Guatemala. Ces points garantissent notamment la gratuité, l'apport de fonds dans les infrastructures scolaires, le renforcement des mesures de sécurité et d'hygiène dans les écoles et des investissements dans l'éducation interculturelle bilingue pour les peuples autochtones.

Le gouvernement d'Álvaro Colom a réalisé d'importantes concessions en faveur de l'enseignement public grâce aux efforts des syndicats.

Plus d'enseignant(e)s

Selon Joviel Acevedo, le Président du STEG, la victoire a eu un éclat retentissant: «Nous avons maintenant plus de 186.000 enseignant(e)s au Guatemala, contre à peine 52.000 sous le précédent gouvernement. En trois années d'accords négociés collectivement avec ce gouvernement, nous sommes parvenus à tripler le nombre d'enseignant(e)s dans le secteur public. Lors de la même période, nous nous sommes battus et avons obtenu une augmentation salariale de 28,5%.»

Les enseignant(e)s ont joué un rôle clé dans le combat pour la liberté au Guatemala. Les grèves organisées par les enseignant(e)s et les étudiant(e)s universitaires dans la capitale en 1944 ont provoqué la Révolution d'octobre



Des enfants se rendent à pieds à leur école rurale du village de Xicalcal village, au Guatemala

qui a entraîné la chute du gouvernement de facto et les premières élections démocratiques de l'histoire du pays. Une période de changements s'en est suivie durant laquelle le STEG a été créé avec le soutien de la nouvelle Constitution de la République du Guatemala. Cette période a également mené à la réforme agricole élaborée par le gouvernement Jacobo Arbenz dans les années 1950.

La terre pour ceux qui la travaillent

M. Arbenz a proposé que les terres soient expropriées et louées aux travailleurs/euses pauvres. Cette politique a porté un coup aux intérêts des grands propriétaires. Avec le

soutien de la CIA et des dictatures du Nicaragua et du Honduras, M. Arbenz a été renversé lors d'un coup d'Etat en 1954. Les contre-révolutionnaires ont ensuite poursuivi les enseignant(e)s à cause du lien étroit entre la profession et la Révolution d'octobre. Le pays a finalement basculé dans une guerre civile sanglante en 1960. La paix n'est revenue dans le pays qu'en 1996 avec la démocratie toujours présente de nos jours.

Pour les membres du STEG, leur récent triomphe en faveur de l'éducation au Guatemala montre qu'il faut mettre la pression sur les gouvernements afin qu'ils subviennent au besoin d'un enseignement public de qualité et gratuit pour tou(te)s. ■

ÉDUCATION

Equal Education mobilise des millions de personnes pour l'éducation

Par Doron Isaacs et Adrienne Pon, *Equal Education*

Plus de 20 ans après la libération de Nelson Mandela, l'éducation des enfants d'Afrique du Sud reste fortement inégale. Près de 2,4 millions de jeunes âgé(e)s de 18 à 25 ans sont au chômage. Les perspectives d'avenir se heurtent en premier lieu à la mauvaise qualité de l'enseignement dispensé à la majorité des enfants. Malgré des tentatives de refonte du système, les inégalités relatives à l'appartenance sociale et raciale restent profondément ancrées.

Pendant l'apartheid, l'éducation était le fondement sur lequel reposaient les inégalités, aussi les inégalités en termes d'accès à l'enseignement représentent-elles aujourd'hui encore l'un des plus grands obstacles à l'égalité, à la dignité et à la liberté en Afrique du Sud.

Equal Education est un mouvement en faveur d'une éducation de qualité et égale pour chaque citoyen(ne) d'Afrique du Sud. C'est une organisation associative et communautaire dirigée par de jeunes militant(e)s qui travaille avec les communautés, les écoles, les parents d'élèves, les enseignant(e)s, les syndicats et le gouvernement. L'action d'*Equal Education* s'appuie sur l'analyse et les observations factuelles dans le but d'améliorer les écoles du pays.

L'organisation a commencé ses activités en 2008 par une campagne qui a abouti au remplacement, par le gouvernement, de 500 fenêtres cassées dans une école de Khayelitsha, un *township* populaire du Cap de 700.000 habitants. Les écoles de Khayelitsha ont de mauvais résultats, sont sous-financées et surchargées – comme des centaines d'autres écoles dans les communautés les plus pauvres du pays. Moins de la moitié des élèves terminent leur scolarité et seulement la moitié d'entre eux/elles obtiennent la note minimale requise.

Malgré son jeune âge, *Equal Education* est souvent considérée comme la

plus grande mobilisation en faveur de l'éducation de qualité depuis l'avènement de la démocratie en Afrique du Sud.

Les membres les plus actifs d'*Equal Education* sont appelés «Equalisers» (promoteurs/trices de l'égalité). Il s'agit d'élèves du secondaire qui jouent un rôle de premier plan dans les activités de l'organisation. Les «Equalisers» partagent la ferme conviction que l'éducation de qualité leur offrira l'égalité des chances.

«Une école, une bibliothèque»

Plusieurs succès montrent la force d'*Equal Education*: l'organisation mène depuis 2009 une campagne innovante contre le manque de ponctualité dans les écoles secondaires du *township* qui a contribué à réduire les retards et les absences. En 2009, *Equal Education* a également lancé une campagne nationale en faveur des bibliothèques scolaires. En 2010, plus de 5.000 personnes ont participé à un jeûne de 24 heures en faveur des bibliothèques scolaires, plus de 7.000 cartes postales appelant à la mise en place de bibliothèques dans les écoles ont été envoyées aux responsables politiques, et 60.000 pétitions ont été signées sur le thème «Une école, une bibliothèque, un(e) documentaliste», qui était également le slogan de la campagne en faveur d'une politique nationale en matière de bibliothèques scolaires.

La campagne en faveur des bibliothèques s'est étendue aux besoins en matière d'infrastructure scolaire, en particulier le besoin de reconstruire les 395 écoles en terre de la province du Cap-Oriental, officiellement connues sous le nom de «mud schools».

Equal Education continue de porter son attention sur les bibliothèques scolaires. Son projet, le Bookery Project, qu'elle met en œuvre dans le centre du Cap, recueille des livres pour enfants de bonne qualité auprès du public. Ces livres sont ensuite triés, classés et organisés en collection et mis à la disposition des écoles participantes. Le projet ouvrira bientôt sa dixième bibliothèque scolaire. L'ensemble du processus est mené de façon très satisfaisante et à très peu de frais.

L'organisation est également impliquée dans d'autres projets visant à aider ses membres et leurs communautés. Ceux-ci incluent un programme postscolaire d'un an à l'intention des membres qui souhaitent améliorer leurs résultats scolaires et effectuer des stages au sein de l'organisation. *Equal Education* mène également un projet visant à organiser les parents d'élèves, notamment à travers des ateliers renforçant leur compréhension du système éducatif dans le but de soutenir leurs enfants et de renforcer la responsabilité de l'école.

Les enseignant(e)s et leurs syndicats ont étroitement collaboré avec *Equal*

Education. Lors de la marche vers le Parlement réunissant 20.000 personnes, le Secrétaire général du South African Democratic Teachers' Union (SADTU), Mugwena Maluleke, a adressé un message de soutien à la foule. Un autre affilié de l'IE, la National Professional Teachers' Association (NAPTOSA) soutient la campagne d'*Equal Education* en faveur des bibliothèques scolaires.

Exiger des salaires décents

Equal Education a également soutenu les revendications des enseignant(e)s en matière de salaires décents. Pendant les grèves de 2010, l'organisation a mis en place des piquets de grève pour appeler le gouvernement à accepter les revendications des enseignant(e)s afin de reprendre l'enseignement des enfants. Même si les élèves n'ont pas bénéficié de l'absence de leurs enseignant(e)s, ils ont compris que l'augmentation des salaires des enseignant(e)s conduirait à long-terme à l'amélioration du système éducatif.

Au début, certain(e)s enseignant(e)s estimaient que les étudiant(e)s organisé(e)s menaçaient leur autorité et il y a eu des cas isolés de blocage des activités d'*Equal Education* par des directeurs/trices d'établissements scolaires, des enseignant(e)s et



Les militant(e)s sud-africain(e)s pour l'éducation demandent plus d'investissement dans l'éducation

des sections syndicales. Toutefois, les attitudes ont évolué et, en ce qui concerne le SADTU, un mandat national et provincial ferme a été établi pour travailler étroitement avec *Equal Education* dans le cadre de ses campagnes visant à améliorer les conditions d'apprentissage et d'enseignement.

Les participant(e)s au sixième Congrès mondial de l'IE et tous les affiliés de l'IE, peuvent soutenir *Equal Education* en apportant au Cap un livre pour

enfants en anglais. Les livres seront remis à *Equal Education Bookery* et une bibliothèque scolaire sera mise en place au nom de l'IE. ■

info

Pour en savoir plus sur *Equal Education* ou sur la façon dont vous pouvez soutenir son action, veuillez consulter: www.equaleducation.org.za

Projet Educateurs/trices pour tou(te)s

Par Dennis Sinyolo,
Internationale de l'Éducation

Les enseignant(e)s sont l'un des facteurs les plus déterminants de la qualité de l'éducation. Des enseignant(e)s hautement formé(e)s, bien pourvu(e)s en ressources et motivé(e)s fournissent de riches expériences d'enseignement et d'apprentissage pour les enfants, promouvant l'inclusion et l'égalité des genres. En 2008, l'IE et Oxfam Novib (ON) ont initié le Projet Educateurs/trices pour tou(te)s afin de se focaliser sur le développement en formation et professionnel des enseignant(e)s à la fois dans

l'enseignement formel et le non-formel.

En 2009, deux projets pilotes lancés au Mali et en Ouganda ont abouti à l'établissement d'un profil national de compétences des enseignant(e)s de l'enseignement primaire dans chaque pays. Ce profil a été établi par le biais d'un processus inclusif impliquant les syndicats d'enseignants, les organisations de la société civile, les ministères de l'Éducation, les institutions de formation des enseignant(e)s, les universités et d'autres acteurs.

La recherche intitulée «Des éducateurs de qualité: Etude internationale des compétences et

des normes régissant la profession enseignante» a été commissionnée en décembre 2010 et lancée à Bruxelles en mai 2011. L'IE et ON vont établir des lignes directrices sur le développement de profils nationaux de compétences des enseignant(e)s à partir de cette étude. ■

info

Cette étude peut être téléchargée depuis: www.ei-ie.org/websections/content_detail/3269#intro3

ÉDUCATION

Education pour Tous: Tout commence avec un(e) bon(ne) enseignant(e)

Par Paula Engwall, *Läraryörbundet* (Suède)

En Suède, le *Läraryörbundet* contribue activement aux efforts menés pour réaliser l'Education pour Tous (EPT). L'éducation est un droit en soi et représente l'outil le plus important pour atteindre les autres Objectifs du Millénaire pour le développement. Notre message phare pour 2011 sera: «Tout commence avec un(e) bon(ne) enseignant(e)».

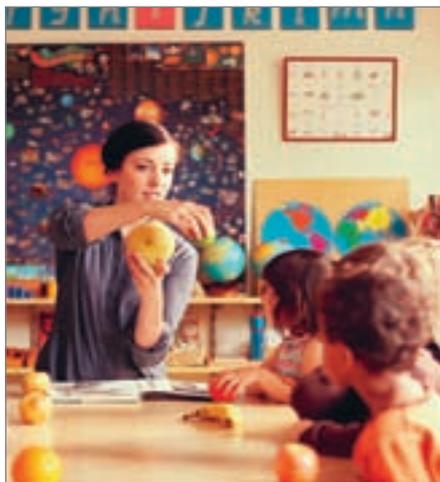
La Présidente du *Läraryörbundet*, Eva-Lis Sirén, estime que: «En tant que syndicat d'enseignants, nous devons participer activement aux débats concernant le type d'éducation auquel nous aspirons, et être préparés à montrer qu'un enseignant(e) de qualité constitue le facteur le plus important pour le succès d'un système scolaire, quel qu'il soit».

«En tant que professionnel(le)s, nous encourageons la scolarisation de tous les enfants et nous sommes responsables de la qualité de l'éducation. Nous devons veiller à ce que tous les élèves achèvent leur cursus et quittent les bancs de l'école en étant parés pour participer activement dans la société.»

Réaliser l'EPT en Suède

La Suède contribue largement à la réalisation des objectifs de l'EPT, mais les enfants sont encore laissés en retrait. Beaucoup quittent l'école sans avoir acquis une base de connaissances suffisantes et nombreux sont ceux qui sont en situation d'échec, particulièrement les garçons.

La démarche de soutien du droit à l'éducation adoptée par le *Läraryörbundet* dépasse ses propres frontières et s'opère en collaboration avec des syndicats d'enseignants d'autres pays. Dans le cadre de la réunion de Dakar en 2000, la Suède figurait au nombre des pays qui s'étaient engagés à apporter les financements



Une enseignante explique la rotation de la Terre

nécessaires à la réalisation de l'EPT.

Le *Läraryörbundet* est un membre actif du réseau suédois pour l'EPT, qui défend une éducation de qualité pour tous les enfants et les adultes, fait pression auprès des partis politiques dans le but d'accorder une plus grande priorité à l'éducation et offre un partenariat solide pour développer les politiques éducatives.

Réaliser l'EPT via la coopération

Les objectifs de l'EPT sont des objectifs communs à tous les syndicats d'enseignants. Pour parvenir à une EPT de qualité, les enseignant(e)s doivent bénéficier de conditions de travail décentes, d'une rémunération juste et

d'une formation initiale de qualité et pouvoir accéder à la formation continue.

Eva-Lis Sirén soutient que: «Si les enseignant(e)s sont unis au sein de syndicats puissants, indépendants et démocratiques, nous pouvons aller très loin en examinant et en influençant les politiques et les budgets des gouvernements. Le développement des capacités destiné à renforcer les syndicats d'enseignants nationaux nous permet d'être mieux préparés à conduire le débat et défendre l'EPT de qualité que les enfants méritent.»

Solliciter l'engagement des membres pour l'EPT

L'engagement du *Läraryörbundet* à l'échelle internationale constitue un réel avantage pour les enseignant(e)s qui adhèrent au syndicat. Un kit de campagne adapté au système suédois a été produit dans le cadre de la Semaine mondiale d'action. Il encourageait les membres à envoyer des cartes postales à la Ministre de la coopération internationale au développement, en sollicitant une hausse du budget alloué à l'éducation. ■

info

Visualisez la vidéo d'une minute de la campagne du *Läraryörbundet*:

www.lararforbundet.se/alltborjarmedenbralarare

ÉDUCATION

Journée mondiale des enseignant(e)s

La profession enseignante s'engage sur l'égalité des genres

Par Monique Fouilhoux, Secrétaire générale adjointe de l'IE

Créée par l'UNESCO en 1993, la journée mondiale des enseignants, célébrée le 5 octobre, est une date importante pour la profession enseignante et l'ensemble de la communauté éducative. Il s'agit d'une occasion unique permettant de non seulement «célébrer» la profession mais aussi de promouvoir les deux Recommandations de 1966 et 1997 de l'OIT/UNESCO qui définissent des normes internationales applicables à l'ensemble de la profession enseignante.

Cette journée doit permettre également de réfléchir et de faire le point sur les conditions de travail, la formation, les statuts et niveaux de rémunération, mais également sur l'environnement dans lequel les enseignant(e)s exercent leur métier ainsi que sur le rôle crucial que la profession joue dans la formation et l'éducation des jeunes et des adultes.

Le thème choisi cette année «les enseignant(e)s pour l'égalité des genres» se situe dans le prolongement de la première Conférence mondiale des femmes, *Objectif égalité*, que l'IE a organisé du 20 au 23 janvier 2011, à Bangkok, Thaïlande, et de la semaine mondiale d'action qui a eu pour thème cette année «l'éducation des femmes et des filles».

Alors même que la profession enseignante est fortement féminisée, la question de l'égalité reste posée dans de nombreux domaines. Aujourd'hui les constitutions et politiques de nombreux Etats reprennent ce type de dispositions mais la réalité pour des millions de femmes enseignantes est encore bien loin de ces objectifs affichés.

Le défi de la mise en œuvre

En 2010 l'IE a mené une enquête auprès de ses affiliés sur la condition des femmes dans les syndicats, dans l'éducation et dans la société. Les résultats indiquent clairement le fossé qui existe entre la législation et les cadres réglementaires en ce



qui concerne l'égalité des genres et le niveau médiocre de leur mise en œuvre. Un des problèmes majeurs concerne les charges de famille qui continuent à peser davantage sur les femmes et qui limitent leur flexibilité, leur possibilité d'accéder à de nouvelles charges ainsi qu'aux possibilités de formation continue. Ces facteurs, ainsi que les barrières culturelles et le manque de confiance pour poser sa candidature à des postes plus élevés conduisent à une sous représentation des femmes dans les postes les plus importants et les mieux rémunérés, tout particulièrement dans les postes de direction et de

gestion des établissements scolaires et universitaires où les salaires sont également plus élevés.

Du discours à l'action

En conclusion, alors même que les droits sont affirmés dans la législation, les inégalités entre les genres perdurent en raison des traditions, des disparités sociales et des discriminations de genre qui existent au sein de la société. Les femmes enseignantes ignorent souvent leurs droits, et on notera qu'il n'existe que peu de procédures permettant aux femmes de protester et d'apporter la preuve de ces discriminations.

Soutenir toutes les enseignantes qui exigent leurs droits doit être l'affaire de l'ensemble de la profession femmes et hommes, lors de la Journée mondiale des enseignant(e)s. ■

info

Lien vers la
Recommandation OIT/
UNESCO de 1966:
<http://go.ei-ie.org/e>

Lien vers la
Recommandation OIT/
UNESCO de 1997:
<http://go.ei-ie.org/f>

L'IE lancera un site
Internet interactif à
l'adresse: www.5oct.org

Invitées: les lauréates des Prix du Congrès de l'IE

Par Mar Candela, Internationale de l'Éducation

Pauline Ladouceur (Canada): Prix de l'éducation Albert Shanker de l'IE 2011

Pauline Ladouceur a enseigné vingt-cinq ans au primaire, principalement en milieu défavorisé auprès d'élèves en difficulté. Elle a également travaillé pour l'Association québécoise de la dysphasie, à informer les parents sur les difficultés rencontrées par les enfants ayant de graves troubles du langage et à développer un outil pour les aider à soutenir leur enfant à travers sa scolarité. Elle a été nommée Volontaire distinguée par le Gouvernement du Québec pour son engagement communautaire et est la lauréate du Prix de l'éducation de l'IE 2011.



invitée à l'Université du Québec à Montréal auprès de jeunes adultes en formation des maîtres qui se préparaient à l'enseignement auprès d'élèves en difficulté. Depuis quatre ans, j'ai rejoint la Fédération des syndicats de l'enseignement, affiliée à la Centrale des syndicats du Québec, où je suis conseillère à la vie pédagogique dans le dossier des élèves en difficulté.

Quels sont à votre avis, les défis les plus importants pour rendre possible une éducation inclusive dans les écoles?

Une école inclusive doit préparer tous les jeunes à leur vie de citoyen et leur engagement dans la collectivité. Tou(te)s les acteurs/trices concerné(e)s doivent être tourné(e)s vers le même objectif: la réussite scolaire des élèves. Cette priorité sociale ne pourrait se faire sans une organisation de services répondant aux besoins de tous les élèves et disponibles à tout moment de la journée.

Le curriculum devrait être assez flexible pour permettre aux écoles de l'adapter aux besoins de tous les élèves. Est-ce le cas au Québec?

Au Québec, un seul programme a été ajouté pour les élèves ayant une déficience intellectuelle sévère ou profonde, pour les autres, c'est le même programme de formation. Le curriculum est bâti pour favoriser le développement des compétences de chacun des élèves tout en visant la connaissance la plus approfondie de l'ensemble des matières prescrites au programme ainsi que pour développer leur créativité et leur autonomie. C'est dans cette optique que nous désirons communiquer une culture de respect et d'ouverture envers les autres visant une intégration harmonieuse et le plein épanouissement de chacun.

Parlez-nous de votre projet «Moi, une ou un journaliste»

Ce projet interdisciplinaire est né dans le but de favoriser la motivation scolaire des élèves ayant des difficultés. Ils devaient, pour les différents paliers de gouvernement ainsi que pour une organisation syndicale, expliquer le fonctionnement de chacun et les services offerts par ces institutions ainsi que décrire des situations où elles exercent la défense des droits et des libertés démocratiques. Les élèves ont endossé le rôle d'un journaliste parce que la présentation finale de leur travail devait prendre la forme d'un journal intitulé *La démocratie*. Pour ce faire, un journaliste d'un quotidien québécois, *La Presse*, est venu leur expliquer son travail.

Qu'avez-vous appris en enseignant?

J'ai appris qu'il fallait croire au défi de l'éducabilité, c'est-à-dire que tous les élèves peuvent apprendre et qu'il ne faut jamais niveler par le bas sous prétexte qu'ils rencontrent des difficultés. ■

Vous avez joué un rôle important dans la problématique des élèves en difficulté et de l'aide qui leur est apportée. Pourriez-vous nous détailler votre parcours?

Mon expérience professionnelle est au Québec auprès d'élèves francophones. J'ai commencé ma carrière en enseignant la lecture, l'écriture et les mathématiques auprès d'élèves en difficulté. J'ai eu la chance d'enseigner à tous les cycles du primaire, mais plus longuement au 3e cycle, auprès d'élèves âgé(e)s de 11 à 12 ans dont certains/aines en grande difficulté d'apprentissage ou de comportement. J'ai aussi travaillé comme professeure

Gülçin Isbert (Turquie): Prix des droits humains et syndicaux Mary Hatwood Futrell de l'IE 2011

Gülçin Isbert est une enseignante du primaire en Turquie. Toute sa vie, elle a affronté discrimination ethnique et religieuse au travail. Gülçin est membre du Bureau exécutif de la section stambouliote d'*Eğitim Sen*, un affilié de l'IE. Elle fait également partie du Comité exécutif national de ce syndicat où elle axe son travail sur la promotion des droits des femmes. Gülçin compte parmi les 31 syndicalistes du secteur public poursuivi(e)s en justice depuis novembre 2009 pour leur appartenance présumée à une organisation kurde «illégale». Le procès ne cesse d'être reporté. Gülçin n'a pas le droit d'entreprendre pleinement ses activités syndicales. En outre, aucun(e) des prévenu(e)s n'a été totalement informé(e) des chefs d'accusation retenus contre lui/elle. Gülçin est la lauréate du Prix des droits humains et syndicaux de l'IE 2011.



Le gouvernement actuel, au pouvoir depuis huit ans, compte parmi les plus conservateurs et patriarcaux de toute l'histoire récente de la Turquie. Le gouvernement s'est servi de l'éducation pour convaincre le peuple de soutenir ses idées. Par exemple, il a fait construire des dortoirs en vue d'encourager les étudiant(e)s à entreprendre des études religieuses, diminuant ainsi l'étude des sciences dans l'enseignement secondaire. En outre, le gouvernement offre davantage de ressources financières aux écoles privées qu'aux écoles publiques. Il prétend prendre en charge le coût des livres scolaires, mais cet argent est en réalité collecté indirectement auprès des parents, par d'autres moyens. Ainsi, l'enseignement en Turquie devient de moins en moins public, de moins en moins laïc et ne constitue plus un droit fondamental.

Quelle est la raison des attaques du gouvernement turc envers les militants d'*Eğitim Sen*?

Depuis sa création, en 1995, notre syndicat lutte contre les détentions arbitraires. Les pressions politiques et

les crimes non élucidés ont persisté jusqu'à la fin des années 90. A cette époque, notre combat légitime a jeté les bases d'un syndicat solide et puissant. Cependant, depuis 2000, avec le renouveau du capitalisme les attaques à l'encontre des opposants politiques sont devenues plus nombreuses et plus sophistiquées. D'autres syndicats ont été créés pour s'opposer au nôtre. Une femme membre de la *Confederation of Public Employees' Union* (KESK), qui lutte en tant que personne kurde et alévi, dérange forcément le pouvoir en place en Turquie.

Pouvez-vous nous en dire davantage au sujet de vos campagnes en matière d'égalité des genres?

Notre Premier ministre recommande que les femmes aient *au moins* trois enfants. Le nombre croissant de femmes militantes et syndicalistes ne plaît pas vraiment au gouvernement. Mon syndicat a lutté pour parvenir à l'égalité des genres, et tout particulièrement dans le secteur de l'éducation. La Marche mondiale des femmes nous permet de rester soudées. Cependant, en nous rencontrant seulement tous les cinq ans, il est difficile de trouver des solutions efficaces à nos problèmes communs. La Première Conférence mondiale des femmes de l'IE, organisée en janvier 2011, s'est à cet effet révélée d'une grande utilité. Nous devons multiplier les efforts de ce type afin de mettre en place un pouvoir solide et organisé en vue de lutter pour l'égalité des genres. ■

Depuis 2002, la Turquie est en pleine restructuration néo-libérale. Quelles en sont les conséquences sur le secteur de l'éducation?

ÉGALITÉ

Les syndicats d'enseignants s'engagent pour une éducation sensible au genre

Par Angelika Striedinger, Internationale de l'Éducation

La formation de l'identité de genre commence tôt. Les établissements scolaires, y compris les centres d'éducation de la petite enfance, sont des espaces où les stéréotypes peuvent être soit renforcés, soit remis en cause. Pour créer une société sans discrimination et sans sexisme, les syndicats d'enseignants mettent en œuvre des projets visant à lutter contre les stéréotypes de genre dans l'éducation.

«Blurred Images» (Images floues) est un projet organisé en coopération avec la *Manitoba Teacher's Society* (MTS) au Canada, qui invite les enseignant(e)s et les élèves à remettre en question les portraits de femmes et d'hommes véhiculés par les médias. Pat Isaak, la Présidente de la MTS, explique comment de tels projets permettent de discuter en classe des rôles des deux sexes: «Une partie de notre travail quotidien consiste à faire preuve de vigilance par rapport à ces images et à ces messages. Nous demandons aux élèves d'analyser et de réfléchir à ce qu'ils/elles voient et entendent.»

Le programme caché

Les interactions entre élèves à l'école sont l'une des façons les plus influentes de leur faire percevoir ce que c'est qu'être une femme ou un homme dans la société. «La parité hommes-femmes à l'école peut masquer de fortes inégalités», a déclaré Saniye Gülser Corat, la Directrice de l'UNESCO pour l'égalité des genres, à l'occasion de la Conférence mondiale des femmes de l'IE.

De nombreuses études montrent que les modèles de rôle traditionnels des hommes et des femmes sont renforcés par les systèmes éducatifs. Ces études mettent l'accent sur le «programme caché», à savoir un ensemble de messages forts, mais subtils, véhiculés par les portraits de femmes et d'hommes que l'on trouve

dans les manuels scolaires, par les interactions dans le cadre du processus d'enseignement et d'apprentissage et dans le programme d'études proprement dit.

Formation syndicale pour les écoles

Pour en savoir plus sur la dimension de genre dans l'éducation, cinq organisations sénégalaises membres de l'IE ont organisé des audits de genre dans près de 300 écoles. Ces audits ont confirmé que la réussite scolaire des filles aurait beaucoup à gagner avec la mise en place de pratiques sensibles à la dimension de genre. Les syndicats d'enseignants encouragent les écoles à organiser des formations sur la publication «Construire un environnement scolaire sûr pour tous» d'EPT-SIDA.

Enseigner pour parvenir à la diversité

L'un des thèmes centraux de la Conférence mondiale des femmes de l'IE de janvier 2011 était la remise en cause des stéréotypes de genre dans et par l'éducation. Cette conférence a réuni 300 syndicalistes du monde entier et a mis en évidence le rôle primordial du corps enseignant et les défis qu'il doit relever lorsqu'il aborde la dynamique du sexisme, du racisme et de l'homophobie en classe.

Maki Hayashikawa, de l'Initiative des Nations Unies en faveur de l'éducation



Le Réseau des femmes syndicalistes *Sindicadas* a débattu du matériel pédagogique illustrant le rôle joué par les enseignantes depuis la Première Guerre mondiale

des filles, a souligné que: «Lorsque les enseignant(e)s sont bien formé(e)s à la prise en compte de la dimension de genre dans leur enseignement, tout le processus d'apprentissage en bénéficie et cela a des retombées positives à la fois sur les filles et sur les garçons».■

info

Veillez envoyer des exemples des activités menées par votre syndicat pour parvenir à une éducation sensible au genre à l'adresse: equality@ei-ie.org

Les discours et présentations de la Conférence mondiale des femmes de l'IE sont disponibles à l'adresse: www.ei-ie.org/women2011

DROITS HUMAINS

Dire la vérité aux puissant(e)s: susciter la passion des droits humains en classe

Par John Heffernan, Centre Robert F. Kennedy pour la justice et les droits humains

Le 10 décembre – Journée internationale des droits de l'Homme – le Centre Robert F. Kennedy pour la justice et les droits humains s'est associé au *New York State United Teachers* (NYSUT) pour lancer un programme novateur en faveur des droits humains.

Cette réalisation pionnière invite les syndicats d'enseignants du monde entier à suivre l'exemple et à permettre à des milliers d'étudiant(e)s de découvrir et défendre activement les droits fondamentaux inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Les étudiant(e)s sont initiés aux droits humains à travers les expériences d'individus qui sont les Martin Luther King et les Mahatma Gandhi nationaux; la démarche entend ainsi les inciter à s'identifier eux(elles)-mêmes comme défenseurs/euses des droits humains. Les élèves sont encouragé(e)s à contribuer activement à l'édification d'un monde plus juste et plus pacifique en faisant évoluer, dans la salle de classe et dans la société, les questions telles que la violence domestique, la traite et la liberté d'expression.

Parler plus fort, s'exprimer

Le programme a pris forme rapidement en s'appuyant sur un partenariat de 2008 entre deux organismes qui avaient commémoré le quarantième anniversaire de la campagne présidentielle historique et la mort tragique de Kennedy. Cette collaboration a donné naissance à un programme conçu par les enseignant(e)s et baptisé *Speak Up, Speak Out* (Parler plus fort, s'exprimer), en l'honneur de l'héritage légué par RFK.

Dis la vérité aux puissant(e)s

Le succès de ce programme a engendré un second projet, sur la base du livre de Kerry Kennedy, *Speak Truth to Power: Human Rights Defenders Who are Changing the World* (Dis la vérité au pouvoir: les défenseurs/euses des droits humains qui changent le monde). En trois mois, le Centre Kennedy et le NYSUT ont rassemblé des enseignant(e)s de collèges et lycées afin d'élaborer les leçons qui allaient être dispensées dans le cadre du programme en ligne (<http://blogs.nysut.org/sttp>).

Le programme *Speak Truth to Power* (Dis la vérité à ceux qui sont au pouvoir) se compose de 17 leçons pouvant être dispensées dans le cadre d'un cours conduit sur 12 semaines, pendant l'année scolaire, ou sous la forme de sessions indépendantes. Il a été diffusé auprès de centaines de milliers d'étudiant(e)s en Afrique, Amérique du Nord, Asie et Europe.

Faire respecter les droits des enfants en tous lieux

En septembre 2010, le NYSUT et le Centre Kennedy ont annoncé le lancement à venir de l'initiative «Challenge to End Child Labour» (Mettre un terme au travail des enfants) qui consiste à amener les élèves à lutter contre le travail des enfants dans l'industrie du cacao en Afrique de l'Ouest. Des centaines de participant(e)s étaient présent(e)s au lancement le



«Anonymous» du Soudan est un défenseur des droits humains mentionné dans le livre de Kerry Kennedy

10 décembre, à l'occasion duquel a été projeté un film intitulé *The Dark Side of Chocolate* – un documentaire sur le travail des enfants dans l'industrie du cacao. Une émission diffusée sur Internet a mis en avant le travail d'élèves qui évoquaient les actions menées au sein de leurs communautés pour lutter contre les violations des droits humains et expliquaient comment ils ont trouvé le courage d'aller «dire la vérité aux puissants».

Des enseignant(e)s de New York présenteront le projet *Speak Truth to Power* dans le hall d'exposition prévu lors du Congrès mondial de l'IE au Cap. ■

info

Pour en savoir plus sur le Projet *Speak Truth to Power*, rendez-vous sur: www.rfkcenter.org/sttp

Pour en apprendre davantage sur le Projet *Civic Voices* qui compile les histoires personnelles de militant(e)s du monde entier, allez à: www.civicvoices.org

DROITS HUMAINS

Une éducation de qualité, et non le travail, sort un enfant de la pauvreté

Par Dominique Marlet, Internationale de l'Éducation

Donner accès à une éducation gratuite, obligatoire et de qualité à tous les enfants représente la première étape pour combattre toutes les formes de travail des enfants. Les organisations d'enseignants s'engagent à agir pour combattre cette injustice qui met les enfants en danger dans le monde entier.

L'Organisation internationale du Travail (OIT) indique que 215 millions d'enfants travaillent et que 115 millions d'entre eux/elles travaillent directement dans des travaux dangereux qui risquent de nuire à leur santé physique, mentale ou morale. Dans certains cas, le travail dangereux peut même mettre en danger la vie des enfants.

Garder les enfants à l'école

Le Syndicat national de l'enseignement (SNE-FDT) pense que la meilleure façon de combattre le problème du travail des enfants est de les garder à l'école. En 2004 il a lancé un programme avec le soutien du syndicat hollandais AOb, dont le but était d'éviter que les enfants n'abandonnent l'école. Ce programme a été mis en place dans 5 régions du Maroc et bénéficie à 21.000 enfants scolarisés dans 30 écoles.

Le SNE coopère avec les enseignant(e)s et les élèves, ainsi qu'avec les parents, les autorités et la société civile, pour améliorer l'infrastructure scolaire et l'environnement au moyen de rénovations, de nouveaux équipements et en organisant des activités sportives et culturelles.

Le SNE et Abdelaziz Mountassir, membre du Bureau exécutif de l'IE, résumait le succès du programme ainsi: «Les écoles qui ont participé au programme ont toutes connu des réductions importantes du nombre

d'enfants abandonnant l'école et l'image du syndicat d'enseignants s'est considérablement améliorée».

L'International Cocoa Initiative

Les syndicats d'enseignants au Ghana et en Côte d'Ivoire ont formé une coalition pour aborder le problème du travail dangereux des enfants et la traite des enfants dans la production du cacao. L'*International Cocoa Initiative* (ICI) est une collaboration unique entre l'industrie du cacao, la société civile, les syndicats et les gouvernements visant à éliminer le travail des enfants et de résoudre le problème relatif aux structures scolaires inadéquates, aux méthodes de culture et aux normes culturelles qui permettent l'exploitation des enfants. Sur dix enfants travaillant dans des zones rurales, neuf sont engagés dans des activités agricoles,

et en Afrique, plus de 50 millions d'enfants travaillent dans l'agriculture.

Irene Duncan Adanusa, Vice-présidente l'IE, qui est originaire du Ghana et siège au Conseil de l'ICI, décrit le rôle des enseignant(e)s: «Les enfants dans les zones de production du cacao sont confrontés aux réalités de la pauvreté rurale: la rareté de la terre, l'insécurité alimentaire, le manque d'infrastructure scolaire, l'absence d'eau potable et un service de santé médiocre. J'encourage l'ICI à fournir des possibilités d'éducation formelle pour aider les enfants à rompre ce cycle.»

Récolte du coton en Ouzbékistan

En Ouzbékistan, le gouvernement continue à envoyer jusqu'à 1,5 millions d'enfants d'âge scolaire participer à la récolte annuelle du coton pendant 3 mois de l'année. Malgré des lois qui l'interdisent, ce travail forcé soutenu par l'Etat continue de fixer des quotas de récoltes aux enseignant(e)s et aux enfants, empêchant les écoles de dispenser une éducation de qualité.

Cette violation sera abordée à la conférence de l'OIT en juin 2011 et celle-ci a appelé le gouvernement ouzbek à prendre des mesures urgentes pour interdire le travail des enfants. ■

La feuille de route de la Haye

Une feuille de route pour l'élimination des pires formes de travail des enfants d'ici 2016 a été adoptée l'année dernière. L'IE et ses affiliés ont joué un rôle actif, avec d'autres syndicats, la société civile et les Nations Unies, dans l'élaboration d'une déclaration ferme qui souligne l'importance de l'éducation comme stratégie principale pour combattre le travail

des enfants. La feuille de route appelle les gouvernements et les partenaires sociaux à renforcer l'accès à l'éducation, la protection sociale et le travail décent.

info

Politique de l'IE sur les droits des enfants:
<http://go.ei-ie.org/childrenrights>

DROITS HUMAINS

Les établissements scolaires doivent être des havres de paix

Par Dominique Marlet, Internationale de l'Éducation

Ces quatre dernières années, l'IE s'est engagée dans de nombreuses initiatives visant à protéger enseignant(e)s et élèves contre les attaques visant l'éducation.

En Colombie, 27 syndicalistes enseignant(e)s ont été tués en 2010, laissant derrière eux des familles éplorées et des centaines d'élèves sans professeurs. En Afghanistan, 613 attentats ont frappé des écoles en 2009. Dans trois des provinces les plus méridionales de Thaïlande, 63 élèves et 24 enseignant(e)s et travailleurs/euses de l'éducation ont été tué(e)s ou blessé(e)s en 2008 et 2009. En République centrafricaine, les Nations Unies ont rapporté la poursuite du recrutement d'enfants par des groupes armés et des actes de violence sexuelle à l'égard des filles.

Depuis 2008, l'IE a renforcé son engagement en faveur de diverses initiatives menées en partenariat avec les agences des Nations Unies, l'UNESCO et des organisations de la société civile. En 2009, un rapport de l'IE adressé à l'UNESCO et à l'OIT a mis en lumière le nombre croissant d'attaques dont est victime le corps enseignant.

Déclaration de l'IE

En 2009, l'IE a adopté la déclaration intitulée «Les établissements scolaires doivent être des havres de paix», qui appelle à multiplier les efforts pour prévenir les violations du droit à l'éducation et assurer la sûreté et la sécurité des élèves, des enseignant(e)s et des universitaires.

Les syndicats d'enseignants de Colombie, d'Australie et du Canada,

notamment, ont inclus la déclaration de l'IE dans leurs programmes de travail respectifs. L'IE exhorte d'autres parties prenantes à faire de même.

Global Coalition on Protecting Education from Attack

L'IE a apporté sa contribution aux études mondiales de l'UNESCO «L'éducation prise pour cible» (2007 et 2010). L'IE a également pris part à un séminaire de l'UNESCO réunissant des expert(e)s internationaux/ales spécialisé(e)s dans l'éducation en situation d'urgence, dans les droits de la personne et dans la protection des enfants. Les participant(e)s ont demandé une meilleure prévention, une meilleure réponse et davantage de recherche sur la nature, la portée, les causes et les effets des attaques menées contre l'éducation.

Le séminaire a donné naissance à une nouvelle coalition mondiale interdisciplinaire visant à protéger l'éducation contre les attaques, la *Global Coalition for Protecting Education from Attack* (GCPEA), composée de représentant(e)s de l'IE, de l'UNESCO, de l'UNICEF, de *Human Rights Watch*, de *Save the Children*, du *Council for Assisting Refugee Academics* et de *Education Above All*.

Selon la Secrétaire générale adjointe de l'IE, Jan Eastman, qui représente l'IE au sein de la GCPEA: «Il est temps que la communauté internationale prenne des mesures pour mettre un terme à ce phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Ces attaques violent les droits les plus fondamentaux des élèves et des enseignant(e)s que sont le droit à la vie et le droit à une éducation de qualité en sécurité et en sûreté.» ■



Une école détruite durant des combats dans la province d'Herat, en Afghanistan

SOLIDARITÉ

Résidence pour enfants d'HOKISA – Il faut tout un village pour élever un enfant

Par Pav Akhtar, Internationale de l'Éducation

Les souvenirs d'enfance évoquent, pour nombre d'entre nous, des scènes réconfortantes de relations familiales étroites et le sentiment d'être aimé, insouciant et heureux. Tous les enfants n'ont pas cette chance. Les résidents de *Homes for Kids* d'HOKISA en Afrique du Sud – à Masiphumelele, au Cap, auraient fait partie des enfants 'malchanceux' sans la vision, l'amour et le dévouement de certaines personnes très spéciales.

Masiphumelele – ou 'Masi' comme l'appelle la population locale – est un terme xhosa qui signifie 'nous réussissons' et, comme je l'ai découvert, décrit bien la détermination à toute épreuve des résident(e)s, noir(e)s pour la quasi-totalité, de ce *township* surpeuplé de 40.000 habitants. Ceux-ci vivent dans des baraques en bois, mal construites et serrées les unes contre les autres, lesquelles prennent fréquemment feu sous l'effet d'une mauvaise manipulation des appareils de cuisson à l'air libre, réduisant des maisons entières en cendres.

La communauté compte autant de terrains de football que d'églises, le chômage y est élevé et ses résident(e)s viennent de toute l'Afrique du Sud, ainsi que des pays voisins. Elle porte également les stigmates de l'extrême pauvreté en Afrique du Sud qui a presque été bannie des nouvelles rues de la partie moderne du Cap.

Le GEW soutient HOKISA

J'ai trouvé Masi par hasard. Alors que j'étais au Cap pour la réunion du Bureau exécutif de l'IE en mars 2011, j'ai reçu une invitation impromptue de la part d'Ulrich Thöne, Président d'un affilié allemand de l'IE, le GEW, qui visitait un projet de coopération au développement soutenu par cette organisation. HOKISA accueille 18 enfants affectés d'une manière ou d'une autre par le VIH/SIDA. On m'avait

promis que la visite me donnerait une idée des défis auxquels sont confrontés des milliers de communautés vulnérables en Afrique du Sud et me montrerait un exemple de projets solidaires dirigés par les communautés qui sont activement soutenus par les enseignant(e)s et élèves allemand(e)s. L'objectif du programme de solidarité internationale du GEW est de permettre aux jeunes de Masi d'accéder aux opportunités qui leur donneront les moyens de s'épanouir dans la vie.

Il était presque midi lorsque nous sommes arrivés. Presque aussitôt après notre arrivée au centre HOKISA, arborant une pelouse soignée, une aire de jeu colorée et une corde à linge recouverte de vêtements d'enfants, j'ai cherché à me protéger du soleil brûlant. Alors que je me dirigeais vers la partie ombragée du bâtiment, j'ai rencontré un enfant qui scrutait tranquillement les



nouveaux visiteurs. Soudain, un autre enfant, âgé de trois ans tout au plus, m'approcha et tendit le bras pour me toucher le nez. Ce geste me surprit et

déclencha un rire spontané. Les visages des deux enfants se sont alors éclairés puis ils ont également éclaté de rire. Lorsque les jeunes enfants ont pris ma main pour me montrer leur résidence, j'ai eu le sentiment que cette journée allait être particulière.

Ce qui m'a le plus frappé, c'était le fait que tous les enfants participaient à des activités animées par des volontaires actifs de Masi et des alentours. Certains d'entre eux fabriquaient un modèle de voiture avec l'aide d'un ingénieur à la retraite; d'autres jouaient dans le jardin et d'autres encore, que j'ai rejoints, s'étaient rendus dans la cuisine, où de délicieux arômes s'échappaient des casseroles sur le poêle. Comme chez une famille ordinaire, la cuisine semblait être le centre des activités!

HOKISA héberge les enfants dans des chambres collectives menant aux espaces communs ouverts où les enfants prennent leurs repas, jouent et font leurs devoirs. La cuisine et la salle de bains ont été récemment rénovées grâce aux dons des donateurs/trices, dont des membres de syndicats d'enseignants.

Fondé par Karin Chubb et Lutz van Dijk, HOKISA a été inauguré par l'Archevêque Desmond Tutu en décembre 2002. Le premier enfant a été accueilli en janvier 2003 et d'autres l'ont suivi peu après.

L'auxiliaire de puériculture en chef d'HOKISA, Eunice Mbwana, indique

qu'elle a passé plusieurs nuits blanches au début: «Notre Ministre de la Santé de l'époque faisait notamment l'apologie des betteraves et de l'ail au lieu des médicaments antirétroviraux (ARV) et, enfreignant la loi, le personnel d'HOKISA donnait des ARV aux enfants séropositifs sur les conseils de médecins respectés et hautement qualifiés.»

Des enfants sains et actifs

Elle reconnaît qu'ils ne connaissaient pas ces médicaments «mais nous n'avions pas d'autre choix que d'espérer que les médicaments seraient efficaces. Comme des parents névrosés, nous allions voir nos enfants tranquillement endormis toutes les cinq minutes afin de s'assurer qu'ils allaient bien!»

Leur foi leur a donné raison – aujourd'hui, un tiers des enfants prennent des ARV et tous sont des enfants épanouis, en bonne santé, actifs et en pleine croissance. Le Dr. Peter Jacka contribue à assurer leur bien-être. Il dirige un cabinet médical dans l'enceinte d'HOKISA, qui apporte sur place des conseils et un traitement aux enfants, au personnel et aux membres de la communauté.

La politique d'HOKISA est d'élever les enfants dans un environnement aussi normal que possible. Les enfants en âge scolaire vont dans les écoles primaires locales, certains sont membres d'une association de premiers secours après les classes. Les visites au Centre des sciences, au Butterfly World, les vacances sous la tente ou les sorties à la plage contribuent également à enrichir leurs vies.

Le soutien ne s'arrête pas lorsque les enfants grandissent. Lorsqu'ils atteignent un âge où ils peuvent vivre de façon indépendante en tant qu'adultes responsables, ils ont la



HOKISA offre aux orphelin(e)s une vie saine et en toute sécurité au sein d'une «famille»

possibilité d'emménager à la Peace House, également située à Masi et où le personnel d'HOKISA leur apporte soutien et amitié. L'enfant le plus âgé est désormais adulte. Il vit de façon indépendante à la Peace House et a suivi une formation de travailleur social à domicile. Il exerce un emploi à temps complet et aide la communauté qui l'a soutenu.

Robyn Cohen, co-directrice d'HOKISA, a déclaré: «Ce que nous apprécions vraiment, autant que les dons, c'est le temps, l'expertise, les compétences et les équipements que les résidents locaux mettent à la disposition des enfants. Les enfants adorent les cours de natation et de danse réguliers et continus organisés par les enseignant(e)s locaux/ales.»

«Les enfants, comme tous les enfants, ont besoin de constance dans leur vie. Lorsque les gens offrent leurs compétences et expérience, nous voulons que cela soit plus que

temporaire ou occasionnel, dans la mesure où les enfants établissent des liens affectifs forts et nous ne voulons pas que ceux-ci soient rompus. Les enfants ont suffisamment fait l'expérience du deuil au cours de leurs jeunes vies.»

Le syndicat GEW fera visiter Masi à une délégation de participant(e)s au Congrès de l'IE pour qu'ils découvrent les projets sociaux en cours dans le *township*.

Le Directeur fondateur d'HOKISA, Lutz van Dijk, prononcera un discours après une diffusion gratuite de *Themba!* son film primé sur la vie à Masi. Le film sera diffusé au CTICC, le Centre du Congrès, le jeudi 21 juillet de 17h30 à 19h30. ■

info

Pour en savoir plus sur HOKISA, veuillez consulter:
www.hokisa.co.za

SOLIDARITÉ

Les enseignant(e)s aident au redressement après le sinistre

Par Jane Blaikie, *New Zealand Educational Institute (NZEI)*

Les éducateurs/trices de Christchurch effectuent actuellement un travail héroïque pour aider les communautés d'étudiant(e)s dévastées par les séismes récents.

Mary Pearson, une enseignante expérimentée qui travaille à la *Chisnallwood Intermediate* et directrice de l'organisation locale du NZEI, est résolue à maintenir son professionnalisme malgré des difficultés personnelles. Elle a l'intention d'établir un environnement de normalité pour ses étudiant(e)s, qui sont retournés à l'école pendant une heure et demie par jour, après une absence de quatre semaines.

«Nous avons passé une journée sans porter d'uniforme, organisée pour une collecte de fonds au profit d'œuvres caritatives et communautaires (*mufti day*), avons mangé des biscuits et bu du lait – nous allions faire griller des saucisses mais il y avait trop de limon balayé par le vent et les enfants auraient pu tomber très malades. Les étudiant(e)s étaient si contents d'être de retour – et nous étions vraiment heureux/euses de voir leurs visages souriants.»

Un grand nombre d'étudiant(e)s se sont réinscrit(e)s dans des écoles à l'extérieur de Christchurch après le séisme, mais au mois de mars, seulement 700 étudiant(e)s étaient revenu(e)s à l'école. Ceux/ Celles-ci qui ne sont pas ré-inscrit(e)s résident principalement dans d'autres quartiers de Canterbury, mais 885 autres se sont retrouvé(e)s à Auckland et 415 à Wellington.

Conseil aux éducateurs/trices

«Ce fut un exploit incroyable de faire sortir 900 étudiant(e)s et membres du



Mary Pearson réfléchit aux leçons à tirer du tremblement de terre

personnel en toute sécurité et sains et saufs», déclare Mary. «Il est primordial que chaque école en Nouvelle-Zélande ait un plan d'évacuation, qu'elle effectue des exercices d'évacuation et que les étudiant(e)s soient informé(e)s des procédures à suivre.»

Lors du premier séisme, les éducateurs/trices avaient géré les conséquences des traumatismes au sein de la classe et Mary conseille d'être conscient que les «étudiant(e)s réagiront de manière différente et probablement lorsqu'on s'y attend le moins.»

De leur côté, les éducateurs/trices disent qu'ils/elles sont bien soutenu(e)s par le Ministère de l'Éducation qui

permet aux enseignant(e)s de travailler à des heures flexibles et de remplacer des collègues. Le gouvernement a également alloué 20 millions de dollars supplémentaires à Christchurch.

Aider le personnel à garder leurs emplois

Une partie de ces fonds servira à garantir que les postes du personnel administratif soient maintenus, chose pour laquelle le NZEI s'est battu dans le passé. «Si l'enseignant(e) ne reçoit pas de soutien, il/elle ne peut pas assurer les progrès des élèves», explique Nicki Ball de l'*Aranui High School*, dont la maison a eu besoin de 280 heures de travail pour la rendre habitable.

De nombreux étudiant(e)s à Aranui ne peuvent pas se permettre de remplacer les livres, chaussures et uniformes perdus dans le séisme et Nicky dit que l'école est reconnaissante pour les fonds et articles qu'elle a reçus de différentes parties du pays. «Pour certains enfants, même la nourriture est un problème. Nous avons réintroduit le club du petit-déjeuner deux fois par semaine, ils ont ainsi un repas copieux deux fois par semaine et parfois nous préparons aussi un déjeuner.»

La petite enfance

Les éducateurs/trices de la petite enfance de la *Canterbury Westland Kindergarten Association* ont été couverts d'éloges. «Ils ont si bien géré la situation ce jour-là – les parents nous ont dit qu'ils sont allés chercher leurs enfants, et qu'ils étaient sous les tables et chantaient», précise Karyn Willets.

George Pearce, enseignant en jardin d'enfants, déclare qu'avoir reçu une formation et pouvoir conserver son professionnalisme est d'une importance capitale. «Même si nous avons nos propres familles à l'esprit, nous nous occupons en premier des enfants qui sont ici et de leurs parents. Nous avons mis les enfants sous les tables et leur avons fait faire des dessins et jouer avec des petits trains ou des petits jouets.»

George souhaite que le NZEI continue sa campagne pour 100% d'enseignant(e)s qualifié(e)s et tienne compte de l'événement et du budget. Les situations difficiles que les éducateurs/trices de Christchurch ont à gérer actuellement, telles que la revue des procédures d'urgence et l'accompagnement des traumatismes familiaux, accroissent le besoin d'enseignant(e)s qualifié(e)s. ■

info

Pour en lire plus sur les enseignant(e)s aidant à la reconstruction de la Nouvelle-Zélande après le tremblement de terre:
http://ei-ie.org/en/news/news_details/1674



Pour George Pearce, des enseignant(e)s qualifié(e)s ont permis aux enfants de rester sains et saufs

Ressources pour les éducateurs/trices

Shelley Dean, du Ministère de l'Éducation, Service des incidents traumatiques et de l'équipe d'intervention et de prise en charge des personnes en cas de catastrophe, explique que les conséquences des récentes catastrophes ont une portée considérable.

«Nous n'avons jamais eu deux désastres, encore moins trois désastres en Nouvelle Zélande, si rapprochés les uns des autres et d'un tel impact.»

Shelley déclare qu'au vu des dégâts et pertes en vies humaines causés par le second séisme, l'équipe d'intervention a dû s'occuper des besoins urgents en premier lieu, en travaillant aux côtés de la Croix Rouge et l'Armée du Salut. Un message fondamental a été: *Ko te ora nga o te pakete, te organga o te tamaiti* – si l'adulte est comblé de bien-être, l'enfant le sera aussi.

Les équipes responsables de l'intervention post-traumatisme

comprennent des psychologues scolaires, mais, à cause du manque d'hébergement et des problèmes de sécurité, ce sont essentiellement les équipes locales qui ont pu travailler. Un grand nombre de collègues australien(ne)s ont pris contact avec les membres de l'équipe néo-zélandaise.

Le service propose un numéro gratuit (0800 848326), des ateliers d'aménagement, des listes de contrôle et des conseils sur <http://tiny.cc/2h08u>.

Mais rien ne vaut d'être préparé du mieux que vous pouvez, déclare Mary Pearson de la Chisnallwood Intermediate. «Ne rangez pas votre trousse de survie avec vos registres de classe sur les étagères, car celles-ci peuvent tomber et recouvrir la trousse. Accrochez-la à la porte et récupérez-la en sortant.» Mary précise que «le séisme du Japon a réveillé tous ces souvenirs en nous et nos cœurs sont brisés pour ces pauvres japonais. J'ai un très cher ami que je ne peux pas retrouver.» ■

SOLIDARITÉ

Une coopération au développement fructueuse au Mali

Par Agnès Breda, UNSA-Education (France), et Ritva Semi, OAJ (Finlande)

Au début des années 2000, deux organisations membres de l'Internationale de l'Éducation (IE), l'OAJ (Finlande) et l'UNSA-Education (France), ont entrepris une coopération avec un autre affilié de l'IE au Mali, le Syndicat National de l'Éducation et de la Culture (SNEC).



Le nouveau magazine du SNEC

L'objectif central conjoint était de renforcer les capacités de ce dernier en développant ses activités d'information et de communication, en vue d'un meilleur recrutement d'adhérent(e)s.

Dans le cadre de ce projet de coopération, le SNEC a été connecté à Internet, ce qui lui a permis d'ouvrir des canaux d'information et de collectes des données. En second lieu, des liaisons téléphoniques et par fax entre le bureau national du SNEC et ses sections régionales ont été mises en place.

Construction de capacités

Un des résultats les plus visibles du projet de coopération a été la publication de *L'Éducateur*, le magazine du syndicat. Des adhérents enthousiastes du SNEC ont été formé(e)s à la réalisation du magazine, à la rédaction des articles, à la préparation de la maquette et à la mise en pages. Durant toute la

coopération, le magazine a bénéficié d'un comité de rédaction passionné et devenu très compétent au fil de la pratique et de l'expérience. *L'Éducateur* a gagné en visibilité et a été largement distribué aux adhérent(e)s du SNEC. Ce dernier doit maintenant relever le défi de collecter lui-même les fonds pour l'impression du magazine qui représente un gros poste de dépense.

La coopération comme garantie de survie

Le Secrétaire général du SNEC, Tibou Telly, décrit la coopération avec les syndicats d'enseignants finlandais et français comme une phase importante dans l'histoire de son organisation. Il explique aussi que subvenir à ses propres besoins constitue maintenant un défi de taille pour le SNEC. Pour Tibou Telly, il est cependant important de savoir que, même si la coopération et le projet ont pris fin, le partenariat se poursuit.

Agnès Breda de l'UNSA-Education a déclaré: «Je suis ravie de constater une telle réussite. Lire le magazine du SNEC donne véritablement un aspect concret à la coopération. Cela a été un réel plaisir de travailler en étroite collaboration avec les collègues finlandais(es) et maliens(ne)s, une expérience enrichissante pour les trois organisations. Cela prouve que la solidarité représente bien une valeur majeure pour les enseignant(e)s partout dans le monde et l'une des principales forces de l'IE.»

La Conseillère spéciale de l'OAJ, Ritva Semi, a précisé: «La coopération entre l'UNSA-Education, le SNEC et l'OAJ est une part importante du développement de l'éducation au plan mondial. En Finlande, le gouvernement nouvellement nommé s'est montré d'accord avec les syndicats, reconnaissant que le savoir-faire et l'expérience finlandais en termes d'éducation doivent rester partie intégrante de la politique officielle de coopération au développement de la Finlande. Cela nous permettra de mener du travail de partenariat.»

Bénéfices et résultats concrets

De tels projets de coopération entre syndicats d'enseignants de pays développés et en développement ont une vraie finalité et offrent des résultats, des enseignements aux deux parties engagées.

La solidarité joue un rôle important dans les activités de l'IE. L'objectif est de soutenir les syndicats d'enseignants des pays en développement pour qu'ils augmentent et développent leurs activités, de manière à devenir dans leurs pays des syndicats indépendants au service des enseignant(e)s et de l'éducation pour tou(te)s. ■

info

Travail de solidarité de l'IE:
<http://go.ei-ie.org/solidaritywork>

SOLIDARITÉ

Des affiliés de l'IE soutiennent le développement syndical en Moldavie

Par Adelina Danii, *Education and Science Trade Union* (Moldavie)

Pendant près d'un an l'*Educational Institute of Scotland* (EIS) et l'IE ont animé un programme sur le développement du renforcement des capacités des syndicats en Europe Centrale et de l'Est.

En février 2011 les organisations partenaires ont mis en place des activités de formation à Chisinau avec l'affilié de l'IE, l'*Education and Science Trade Union* (ESTU), le plus grand syndicat du pays.

Comme tous les autres cours de la formation, ce séminaire a été adapté aux exigences spécifiques du syndicat.

Les membres de l'ESTU voulaient en apprendre davantage quant aux différents modèles de partenariat social et recueillir de nouvelles idées concernant l'organisation et la mise en œuvre de prestations de services pour les membres de leur syndicat.

Aptitudes à la négociation

Durant les cours, les dirigeant(e)s syndicaux/ales se sont penché(e)s sur des thèmes tels que les structures de négociations collectives, les compétences et les techniques modernes de négociation. Sur les conseils de l'IE que les participant(e)s ont ensuite discuté avec grand intérêt des possibilités de coopération internationale du syndicat.

Les 25 participant(e)s à la formation ont réagi aux thèmes discutés pendant les séances en émettant des commentaires judicieux et qui invitent à la réflexion. Ils ont reconnu que les relations patronat-syndicats ne fonctionnent pas encore correctement, que le syndicat doit intensifier ses efforts pour exercer des pressions auprès des structures locales



Les participant(e)s discutent des techniques de négociation collective lors d'un séminaire à Chisinau, en Moldavie

et nationales et à des niveaux différents, afin de promouvoir un bon partenariat. Ils ont également conclu que l'une des premières démarches qu'il leur fallait entreprendre était d'instaurer une reconnaissance mutuelle et de faciliter la communication entre les parties concernées.

Avec les représentant(e)s de l'EIS et de l'IE, les membres de l'ESTU ont également discuté de formation pour des groupes spécifiques comme élément essentiel de leur stratégie de travail future.

Renforcer les syndicats

Le Président de l'ESTU, M. Ivanov, a reconnu le profit tiré de la formation:

«Nous sommes reconnaissant(e)s à l'IE et aux collègues écossais(es) de l'EIS de leur soutien dans le renforcement de notre syndicat. Cette formation nous a donné une réelle occasion de partager des expériences et nous permettra d'être plus fort(e)s lors de futures négociations avec les autorités. En définitive, cela nous permettra de devenir des enseignant(e)s de meilleure qualité et de fournir une éducation de meilleure qualité à tous nos étudiant(e)s.»

La préparation pour les formateurs/trices en Moldavie va continuer, car les participant(e)s ont reconnu qu'une formation accrue de haut niveau dans un avenir proche était essentielle pour intensifier les progrès du syndicat. ■

SOLIDARITÉ

Les enseignant(e)s du Burundi continuent à faire face à d'importants défis

Par Claude Girard, Centrale des Syndicats du Québec (Canada)

Des militant(e)s syndicalistes de la Centrale des Syndicats du Québec (CSQ) ont visité le Burundi fin avril dans le cadre d'une initiative de coopération au développement soutenue financièrement par l'Agence canadienne de développement international.



L'objectif de l'équipe de la CSQ était de former 26 membres du Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Burundi (STEB) et d'enregistrer cette formation sur une vidéo devant être disséminée.

Le système d'éducation au Burundi est poussé à ses limites et les nouvelles réformes devant entrer en vigueur en 2012 constituent un important défi à des enseignant(e)s travailleuses qui doivent déjà faire au mieux avec des ressources et des locaux inappropriés. Malgré les préoccupations des enseignant(e)s, le gouvernement projette une réforme prévoyant notamment la prolongation de trois ans de l'école primaire, qui passerait ainsi de six à neuf années.

Bien que ces réformes au Burundi soient louables, car elles ont pour objet d'atteindre les objectifs de l'Éducation pour Tous (EPT) tels que définis au

Forum de Dakar en 2000, le contexte dans lequel elles sont mises en œuvre inquiète les enseignant(e)s burundais(es).

Notons que les progrès en direction de l'enseignement primaire universel (l'un des six objectifs de l'EPT) ont été particulièrement impressionnants au Burundi, où le taux net ajusté de scolarisation dans le primaire a augmenté de plus de 60 points, passant de 35 à 99% entre 1999 et 2008. Cette progression a été possible grâce à un investissement important en éducation à la suite de la guerre qui a frappé ce pays et qui s'est terminée en 2003.

Cependant, ce progrès est assombri par le fait qu'à peine 45% des élèves terminent leur formation primaire. Pire encore, un très grand nombre d'élèves (15% d'entre eux) abandonnent l'école dès la première année, principalement des filles.

Ces pas de géant vers l'enseignement primaire universel se font malheureusement dans des conditions humaines et matérielles extrêmement difficiles. En effet, la construction d'écoles n'a pas suivi ce rythme de progression, si bien qu'on trouve des classes pléthoriques dépassant les 100 élèves.

A l'école primaire de Mirango I près de Bujumbura, qui compte 3.600 élèves, ceux-ci sont entassés dans des locaux trop peu nombreux. La classe de 6^e année de Mme Anésie Sinzobahamuya compte 124 élèves sans aucun manuel scolaire. Dans cette classe, quatre ou cinq élèves doivent se partager un même «banc pupitre» prévu pour accueillir deux élèves.

À l'école primaire Kinama IV, également située en périphérie de Bujumbura, Mme Christine Bigirimana enseigne à 78 élèves âgés de 10 à 17 ans provenant de milieux pauvres, la plupart d'entre eux ne mangeant pas à leur faim. Leur concentration est difficile et ils sont sans matériel scolaire.

Ces défis en tête, la Présidente du STEB, Mme Eulalie Nibizi, a contacté la CSQ pour que cette dernière apporte à ses membres une formation portant sur l'analyse des réformes en éducation et les outille mieux pour qu'ils soient aptes à évaluer les nouvelles mesures qui seront mises en place et éventuellement présenter des revendications pour les améliorer. ■

SOLIDARITÉ

Développer les ressources pour les «enseignant(e)s formé(e)s à l'étranger»

Par Darren Northcott, *National Association of Schoolmasters Union of Women Teachers* (Royaume-Uni)

Depuis de nombreuses années, la *National Association of Schoolmasters Union of Women Teachers* (NASUWT) insiste sur l'importance des enseignant(e)s formé(e)s à l'étranger (EFE) au sein du personnel enseignant britannique.

Ces 20 dernières années, la NASUWT constate de plus en plus combien il est important de connaître et de comprendre l'expérience des EFE, en vue de renforcer sa capacité à défendre en toute confiance et de façon efficace les intérêts de tous ses membres travaillant au Royaume-Uni.

Les militant(e)s et l'équipe de la NASUWT responsable de la représentation et de l'organisation des EFE ont mis en lumière les difficultés manifestes qui se posent pour poursuivre ce travail, en raison de la complexité du cadre juridique et réglementaire britannique s'appliquant

aux enseignant(e)s formé(e)s à l'étranger.

En 2009, la NASUWT a lancé un projet de deux ans visant à analyser dans quelle mesure le syndicat pourrait développer de nouveaux modes de travail avec les EFE.

Dans le cadre de ce projet, la NASUWT a mis au point un site Internet consacré aux EFE, afin de prodiguer des conseils à ces enseignant(e)s, comme aux autres militant(e)s. Ce site Internet propose des informations relatives aux défis professionnels auxquels sont confrontés les EFE.



Le syndicat a reçu des commentaires très positifs de la part des EFE et des militant(e)s syndicalistes au regard du travail entrepris dans ce domaine. En mars 2011, à Londres, le syndicat a tenu sa première conférence à l'attention des EFE. Ce fut l'occasion de célébrer les fruits de ce projet et de définir les futures priorités du syndicat dans ce domaine.

Dr Patrick Roach, Secrétaire général adjoint de la NASUWT et membre du Bureau exécutif de l'IE s'est exprimé lors de cette Conférence: «La recherche a prouvé que les enseignant(e)s formé(e)s à l'étranger étaient confrontés à des problèmes d'horaires extrêmement lourds, à de bas salaires et à la discrimination. Ces enseignant(e)s sont particulièrement vulnérables et ne peuvent pas contester ces pratiques injustes. En effet, ils risquent non seulement de perdre leur emploi, mais également leur droit de séjour sur le territoire britannique. Ainsi, les enseignant(e)s formé(e)s à l'étranger ont incontestablement besoin d'être mieux soutenu(e)s, mieux informé(e)s et mieux guidé(e)s.» ■



info

Consultez le site Internet de la NASUWT à l'usage des enseignant(e)s formé(e)s à l'étranger à l'adresse suivante:

[www.](http://www.verseastrainedteachers.org.uk)

[verseastrainedteachers.org.uk](http://www.verseastrainedteachers.org.uk)

TECHNOLOGIE

Les téléphones mobiles au service de la lecture

Par Pav Akhtar, Internationale de l'Éducation

Une nouvelle bibliothèque de livres pour téléphones mobiles vient d'être créée par la Shuttleworth Foundation en Afrique du Sud, dans le cadre de son projet m4Lit (mobiles for literacy, téléphones mobiles pour l'alphabétisation). La nouvelle bibliothèque, appelée Yoza, fait appel aux téléphones mobiles pour inciter les jeunes à lire et écrire. Les m-nouvelles sont gratuites, interactives et accessibles à partir de tout portable compatible avec le WAP, de même que sur Facebook.

Steve Vosloo, fondateur de Yoza et membre de la Shuttleworth Foundation, explique: «Dans un proche avenir, le téléphone mobile deviendra le premier support de lecture en Afrique, et non le Kindle ou l'iPad. C'est là-dessus que mise Yoza pour attirer les jeunes Africain(e)s vers la lecture et l'écriture.»

Projet m4Lit

Le projet m4Lit, lancé en 2009, cherche à savoir dans quelle mesure les adolescents sud-africains sont prêts à lire sur leur téléphone mobile. En général, ce qu'ils lisent et écrivent sur leur portable se limite à de courts messages (SMS) et du chat.

La Shuttleworth Foundation a édité un récit intitulé *Kontax*. Tout au long des 20 pages, l'ouvrage invitait le lecteur à interagir – après tout, le téléphone mobile ne repose-t-il pas sur l'interaction? Les lecteurs pouvaient laisser des commentaires sur les chapitres, participer à des sondages concernant l'histoire ou à un concours d'écriture. Vers la fin de mai 2010, une deuxième histoire *Kontax* était publiée.

L'initiative a remporté un franc succès. Depuis le lancement, les deux récits ont été lus sur plus de 43.000 mobiles, le concours d'écriture a suscité plus de 4.000 réactions et plus de 4.000 commentaires ont été laissés.

Encouragée par le succès remporté par les récits et les demandes des lecteurs,

la Shuttleworth Foundation a décidé de mettre Yoza en place.

Inciter les jeunes à la lecture

L'objectif de Yoza est d'amener les jeunes à lire et écrire et, dans la société sud-africaine où les livres sont beaucoup plus rares que les téléphones mobiles, ces derniers constituent un complément viable, voire carrément un substitut au livre sur papier.

Pour Steve Vosloo, «le débat entre le papier et le numérique fait couler beaucoup d'encre, mais dans un pays où le niveau d'alphabétisation est si faible, nous devons dépasser ce stade et nous concentrer sur la lecture et l'écriture, quel que soit le support».

De la littérature de qualité

Les récits publiés sur Yoza sont prenants et divertissants. Le but est de captiver les jeunes et de leur donner le virus de la lecture. Yoza permet de découvrir de la bonne littérature écrite par de bons auteurs. Les romans mobiles sont rédigés dans un style conventionnel et le langage SMS n'est utilisé que lorsqu'un personnage écrit ou lit un SMS ou un message instantané. L'offre comprend également les lectures scolaires imposées qui relèvent du domaine public, tel *Macbeth* de Shakespeare.

La lecture rendue abordable et accessible par les téléphones mobiles

Les livres sont rares et coûtent en général extrêmement cher. D'après des statistiques, 51% des ménages ne possèdent pas le moindre livre et seulement 7% des écoles sont dotées d'une bibliothèque fonctionnelle.

En revanche, les jeunes africain(e)s disposent de téléphones mobiles. Les statistiques montrent que 90% des jeunes citadin(e)s en possèdent un. Le succès et l'interaction suscités par les deux premiers *Kontax* publiés en anglais et en isiXhosa ont montré que les téléphones constituaient un support viable de lecture et d'écriture. Les récits sont gratuits, les utilisateurs/trices ne paient que le transfert de données à leur opérateur mobile.

Création d'une communauté de lecteurs/trices

Dans les six mois à venir, Yoza compte développer une bibliothèque de récits pour téléphones mobiles de différents genres qui ne seraient pas seulement accessibles en Afrique du Sud, mais sur tout le continent africain. *Kontax* a déjà été publié au Kenya.

Selon Vosloo, l'ambition est de «développer non seulement la bibliothèque virtuelle mais aussi une communauté vivante de jeunes utilisateurs/trices qui lisent, mais s'impliquent également dans les commentaires, la révision et l'écriture. Nous voulons faire de la lecture une expérience sociale, de partage.» ■

info

Pour plus de détails sur le projet m4lit (en anglais): www.shuttleworthfoundation.org/projects/m4lit

Un nouveau Secrétaire général adjoint pour l'IE

Par Claude Carroué, Internationale de l'Education

L'IE a le plaisir d'annoncer la nomination de David Edwards au poste de Secrétaire général adjoint de l'Internationale de l'Education (IE) à compter du 1er août. David a travaillé en étroite collaboration avec l'IE ces dernières années et a été choisi parmi de nombreux candidats de haute qualité.



Il évolue en tant qu'analyste politique senior au sein de l'équipe Relations Internationales de la plus vaste organisation membre de l'IE, la National Education Association (NEA), aux Etats-Unis. L'équipe Relations Internationales de la NEA est chargée de gérer l'adhésion de la NEA auprès de l'IE, formuler la politique défendue par la NEA sur les forums internationaux et entretenir la communication avec les syndicats de l'éducation du monde entier affiliés à l'IE. L'équipe travaille également avec les Nations Unies, des agences intergouvernementales ainsi que des organisations non gouvernementales internationales sur des questions se rapportant aux enfants, à l'éducation, au corps enseignant, aux femmes et aux droits humains et syndicaux.

Avant de travailler pour la NEA, David était spécialiste des questions éducatives pour le compte de l'Organisation des Etats Américains, coordinateur de projets en Bolivie et professeur d'allemand. ■

Calendrier

SEPTEMBRE 2011

- 12-14** Atelier sous-régional de l'IE sur les droits syndicaux – Phnom Penh, Cambodge
21 Journée internationale de la paix – Bruxelles, Belgique

OCTOBRE 2011

- 5** Journée mondiale des enseignant(e)s – Au plan mondial
7 Journée mondiale pour le travail décent – Au plan mondial
10-11 Comité de l'IE-CSEE (Europe) – Bruxelles, Belgique
14-18 Assemblée de la Marche mondiale contre le travail des enfants et Conférence sur le travail des enfants dans l'agriculture – Casablanca, Maroc
20-25 Session de l'OCDE-ELSAC – Paris, France
27 Conférence finale du projet Violence de tiers du CSEE – Varsovie, Pologne

NOVEMBRE 2011

- 4-12** Sommet de l'Education indien-mondial sur les collaborations académiques et l'inscription des étudiants – New Delhi, Inde
17-18 Conférence finale du projet Stresse de l'IE/CSEE – Bruxelles, Belgique
25 Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes – Au plan mondial

DÉCEMBRE 2011

- 1** Journée mondiale contre le SIDA – Au plan mondial
10 Journée mondiale des droits de l'Homme

Nous accueillons volontiers vos commentaires concernant le magazine. Veuillez écrire à editor@ei-ie.org

Vous avez fini votre exemplaire de *Mondes de l'Education*?

Merci de le faire suivre à un ami ou de laisser à votre établissement scolaire, de façon à ce que des collègues ou des camarades syndicalistes puissent le lire.

Sauf stipulation contraire, les articles de ce magazine sont soumis à la licence Creative Commons Paternité-Pas d'utilisation Commerciale-Partage des Conditions Initiales à l'Identique 3.0. Cela signifie que vous êtes libre de copier, de distribuer et d'adapter les textes, dès lors que vous attribuez clairement la source à « Mondes de l'Education (ISSN 1810-5629) » et que vous n'en faites aucun usage commercial.

Pour en savoir plus, visitez le site : www.creativecommons.org/licenses/by-nc/sa/3.0/

Pour tout usage outrepassant le cadre de cette licence, veuillez contacter editor@ei-ie.org.



Education International
5 Boulevard du Roi Albert II
1210, Brussels, Belgium
Tel: + 32 2 224 0611
Fax: + 32 2 224 0606
Courriel: headoffice@ei-ie.org

Editeur responsable légal :
 Fred van Leeuwen, Secrétaire général
 Rédacteur en chef : Pav Akhtar
 Assistants éditoriaux : Mar Candela, Claude Carroué, Frédéric Destrée et Althea Lyness
 Mis en page par: Mulberry Design
 ISSN: 1810-5629



Printed on recycled paper

5^{oct} Journée 2011
mondiale des
enseignants

Les enseignants pour
l'égalité des genres

♀ = ♂



5 octobre www.5oct.org



Éducation International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture